

Analyse de la migration sénégalaise dans le développement des régions de Dakar, Ziguinchor et Kédougou

Réalisé par le Centre Africain d'appui
au Leadership, aux Droits Humains et
à l'Innovation Sociale (CALDHIS)



Analyse de la migration sénégalaise dans le développement des régions de Dakar, Ziguinchor et Kédougou

Réalisé par le Centre Africain d'appui
au Leadership, aux Droits Humains et
à l'Innovation Sociale (CALDHIS)

Octobre 2023

Table des matières

Liste des tableaux et graphiques	6
Liste des cartes	7
Liste des sigles et abréviations	8
Définition de quelques concepts	10
Avant-propos	11
Introduction	12
<hr/>	
Chapitre 1. Méthodologie et présentation des régions cibles de l'étude	14
<hr/>	
1.1. Approche et méthodologie de l'étude	16
1.1.1. Rappel des objectifs et résultats attendus	16
1.1.2. Méthodologie de l'étude	17
1.1.3. Traitement et analyse des données	20
1.1.4. Difficultés rencontrées	22
1.2. Présentation des régions cibles de l'étude	22
1.2.1. Région de Dakar	22
1.2.2. Région de Ziguinchor	26
1.2.3. Région de Kédougou	28
<hr/>	
Chapitre 2. Cartographie des acteurs et présentation des résultats d'enquête dans les régions cibles	30
<hr/>	
2.1. La cartographie des acteurs	31
2.2. Les catégories de migrants, les profils et leur expérience	43
2.2.1. Migrants de retour	43
2.2.2. Personnes déplacées internes	46
2.2.3. Immigrants	47
<hr/>	
Chapitre 3. Analyse de la migration dans les régions cibles : défis et opportunités	50
<hr/>	
3.1. Opportunités offertes par l'émigration	51
3.2. Analyse de l'immigration dans les pays cibles	53
3.3. Défis et opportunités	58
<hr/>	
Conclusion	62
<hr/>	
Recommandations	63
<hr/>	
Références	65
Annexes	66

Liste des tableaux et graphiques

Liste des tableaux

Tableau 1 :	Répartition des migrants cibles par type et par région	20
Tableau 2 :	Répartition des acteurs cibles par type et par région	21
Tableau 3 :	Répartition des migrants enquêtés par type et par région	43
Tableau 4 :	Réfugiés et demandeurs d'asile au Sénégal	56
Tableau 5 :	Récapitulatif de défis majeurs pour les cibles	61

Liste des graphiques

Graphique 1 :	Réfugiés au Sénégal selon pays d'origine en 2017	24
Graphique 2 :	Demandeurs d'asile au Sénégal selon pays d'origine en 2017	25
Graphique 3 :	Répartition des migrants de retour par sexe.....	43
Graphique 4 :	Type de retour des migrants de retour.....	44
Graphique 5 :	Compétences et expériences acquises par les migrants de retour.....	44
Graphique 6 :	Liens sociaux par les migrants de retour.....	45
Graphique 7 :	Mesures pour la réintégration des migrants	45
Graphique 8 :	Répartition par sexe des personnes déplacées internes	46
Graphique 9 :	Bénéficiaires de l'assistance humanitaire	46
Graphique 10 :	Pays de provenance des immigrants interrogés.....	47
Graphique 11 :	Répartition par sexe des Immigrants	48
Graphique 12 :	Mesures pour l'intégration des immigrants.....	48
Graphique 13 :	Transferts de fonds de la diaspora des 6 dernières années en CFA Milliards	52

Liste des cartes

Carte des régions cibles	22
Carte de la région de Dakar	23
Carte de la région de Ziguinchor	26
Carte de la région de Kédougou	29

Liste des sigles et abrégations

ANSD	Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie
ANPEJ	Agence Nationale pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes
AECID	Agence espagnole de coopération internationale pour le développement
AOF	Afrique Occidentale Française
ARD	Agence Régionale de Développement
APIX	Agence nationale pour la promotion des investissements et des grands travaux
ADEPME	Agence de Développement et d'Encadrement des Petites et Moyennes Entreprises
ANIDA	Agence Nationale d'Insertion et de Développement Agricole
ASEPEX	Agence Sénégalaise de Promotion des Exportations
BAOS	Bureaux d'Accueil, d'Orientation et de Suivi
BMS	Brigade mobile de sûreté
BNDE	Banque Nationale pour le Développement Economique
CICR	Comité International de la Croix Rouge
CEDEAO	Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest
CILEC	Comité Interministériel de Lutte contre l'Emigration Clandestine
CALDHIS	Centre Africain d'Appui au Leadership aux Droits Humains et à l'Innovation Sociale
DGASE	Direction Générale d'Appui aux Sénégalais de l'Extérieur
DER/F-J	Délégation générale pour l'Entrepreneuriat Rapide/ Femmes et Jeunes
EHCVM	Enquête harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages
FDS	Forces de défense et de sécurité
FONGIP	Fonds de garantie des investissements prioritaires
FAISE	Fonds d'Appui à l'Investissement des Sénégalais de l'Extérieur
FONSIS	Fonds Souverain Investissements Stratégiques
GIZ	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés
KAS	Konrad Adenauer Stiftung

ODD	Objectifs de Développement Durable
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OSC	Organisation de la société civile
OIM	Organisation Internationale pour les Migrations
ONFP	Office National de Formation Professionnelle (ONFP)
OFII	Office Français de l'Immigration et de l'Intégration
PRODAC	Programme des domaines Agricoles Communautaire
PNMS	Politique Nationale de Migration du Sénégal
RGPHAE	Recensement Général de la Population et de l'Habitat, de l'Agriculture et de l'Elevage
SES	Situation Economique et Sociale
VIS	Volontariato Internazionale per lo Sviluppo
3FPT	Fonds de Financement de la Formation professionnelle et technique

Définition de quelques concepts

Migrant : Terme générique non défini dans le droit international qui, reflétant l'usage commun, désigne toute personne qui quitte son lieu de résidence habituelle pour s'établir à titre temporaire ou permanent et pour diverses raisons, soit dans une autre région à l'intérieur d'un même pays, soit dans un autre pays, franchissant ainsi une frontière internationale. Il englobe un certain nombre de catégories juridiques de personnes bien déterminées, comme les travailleurs migrants ; les personnes dont les types de déplacement particuliers sont juridiquement définis, comme les migrants objets d'un trafic illicite ; ainsi que celles dont le statut et les formes de déplacement ne sont pas expressément définis par le droit international, comme les étudiants internationaux.

Apatride : toute personne qu'aucun Etat ne considère comme son ressortissant par application de sa législation

Demandeur au statut d'apatride : toute personne qui recherche une protection internationale et n'a pas encore été reconnue comme apatride

Demandeur d'asile : toute personne qui, en raison de risques de persécution qu'elle encourt dans son pays d'origine du fait de son appartenance à un groupe ethnique et social, de sa religion, de sa nationalité ou de ses opinions politiques, recherche une protection internationale et n'a pas encore été reconnue comme réfugié.

Réfugié : toute personne qui, craignant, avec raison, d'être persécutée, du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance, à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité, et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays ; ou qui, si elle n'a pas de nationalité et se trouve hors du pays dans lequel elle avait sa résidence habituelle ne peut ou, en raison de la dite crainte, ne veut y retourner.

Le terme « réfugié » s'applique également à toute personne qui, du fait d'une agression, d'une occupation extérieure, d'une domination étrangère ou d'évènements troublant gravement l'ordre public dans une partie ou dans la totalité de son pays d'origine ou du pays dont elle a la nationalité, est obligée de quitter sa résidence habituelle pour chercher refuge dans un endroit à l'extérieur de son pays d'origine ou du pays dont elle a la nationalité.

Avant-propos

Pour la période 2023 à 2026, la Fondation Konrad Adenauer au Sénégal a intégré, dans son programme, des questions tournant autour de la migration. Comme la thématique au Sénégal est traitée depuis les années 2000, beaucoup d'acteurs sont impliqués, selon le profil du migrant et selon leur propre dynamique. Être Migrant n'est pas un seul profil. Les profils et causes sont multiples et mènent à une complexité de la thématique. Ce qui fait qu'il est difficile d'apporter des solutions définitives.

Au cours des années, de nombreuses structures se sont établies pour contribuer selon leur domaine de compétence. Ainsi se posait-il, pour l'équipe de projet, la question de comment faire, pour en venir à une approche qui correspond à celle d'une fondation comme la nôtre, en se basant et surtout en valorisant ce qui a déjà été fait et sans doublure.

Une des expériences clefs de la Fondation Konrad Adenauer au Sénégal est la décentralisation, donc l'appui à ces structures administratives et de la société civile, qui opèrent dans les régions dans leur contexte spécifique. Ceci nous a amené de nous concentrer sur les régions de Dakar, Ziguinchor et Kédougou et de mettre en connaissance les acteurs présents, les solutions et services apportés, pour identifier les liens manquants. L'objectif était aussi, de se baser sur les recommandations des

personnes et structures de terrain, qui sont directement touchées et impliquées.

L'étude ici présentée cible les régions mentionnées et a employé une méthodologie de diagnostic et d'analyse en visant les acteurs directement.

En CALDHIS, le Centre Africain d'appui au Leadership, aux Droits Humains et à l'Innovation Sociale, nous avons trouvé une équipe d'experts très familiers avec le sujet, ayant travaillé dans les grands programmes de l'OIM, de la DGSAE du Ministère des Affaires Étrangères entre autres.

Le lecteur peut donc s'attendre à des insights et à une meilleure compréhension des enjeux liés à la migration.

Tous nos remerciements et nos félicitations pour un travail non seulement accompli, mais informatif et rendant curieux d'en savoir plus. Nos félicitations aux jeunes enquêteurs et chercheurs pour le cadre professionnel. Aux lecteurs nous souhaitons bonne lecture et un bon usage.

Caroline HAUPTMANN

Représentante Résidente Fondation Konrad Adenauer
Programme National Sénégal et Gambie
Projet Migration

Introduction

La migration constitue un sujet majeur et interpelle aujourd'hui les gouvernements du monde, les organisations internationales, les acteurs nationaux et territoriaux.

La recrudescence de la migration irrégulière, des pays africains et asiatiques vers l'Europe et l'afflux de migrants d'Amérique du Sud et du Centre qui font cap sur les Etats-Unis, doivent attirer davantage l'attention des dirigeants du monde sur la gouvernance migratoire. En effet, cette migration mixte se caractérise par différentes causes dont, la recherche de meilleures conditions de vie, des raisons sécuritaires, des motifs politiques, des changements climatique ou environnementale. Il s'agit donc de déplacements d'individus ou de populations d'un pays vers un autre ou d'une région vers une autre, qualifiés de migration internationale et interne. Phénomène naturel, la migration est une question transversale, qui concerne différents acteurs et impacte plusieurs secteurs au niveau local, national et international. Ainsi, depuis 2006, des séries de dialogues de Haut niveau avaient démarré et se sont poursuivis en 2013 sur les migrations internationales.

En 2016, un processus de concertation démarré avec les Nations Unies a débouché sur l'adoption du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières à Marrakech, les 10 et 11 décembre 2018. Il est important de noter que l'aboutissement de ce processus jusqu'à son adoption, même s'il n'est pas contraignant, tire sa source du Programme de développement durable à l'horizon 2030, adopté en 2015 par l'Assemblée Générale des Nations Unies. Ce programme reconnaissait pour la première fois la contribution de la migration au développement durable. D'ailleurs, des 17 Objectifs de Développement Durable (ODD), la question des migrations se trouve au cœur dans la cible 10.7 : « *Faciliter la migration et la mobilité de façon ordonnée, sans danger, régulière et responsable, notamment par la mise en œuvre de politiques de migration planifiées et bien gérées* ». Ce cadre offre maintenant à la communauté

internationale une compréhension commune et une vision partagée de la migration internationale dans toutes ses dimensions.

S'agissant du Sénégal, considéré comme pays de départ, de transit, d'accueil et de retour, il a été avant les indépendances, un pays d'immigration parcequ'il abritait déjà la capitale de l'Afrique occidentale Française (AOF) et avec le développement des cultures de rente héritée de la colonisation, il a été noté, une forte présence de travailleurs saisonniers et qualifiés dans différents secteurs en provenance de la sous-région.

S'agissant de l'émigration, la période des indépendances a coïncidé avec une forte migration des Sénégalais dans les pays d'Afrique de l'ouest et du centre comme premières destinations choisies pour accompagner les processus de développement des nouveaux pays indépendants mais aussi vers la France pour pérenniser ce corridor qui avait été déjà ouvert après la deuxième guerre, dans la période de reconstruction du pays.

Au cours des années 1970 à 1980, de nouvelles destinations ont vu le jour. Il s'agit notamment de l'Espagne, l'Italie pour l'Europe, de même que les Etats-Unis et le Maghreb. Aujourd'hui, la diaspora sénégalaise est présente dans les différents continents, avec l'émergence de nouvelles destinations comme l'Amérique Latine et l'Asie.

La position géographique du Sénégal en fait aussi un pays de transit pour des ressortissants de pays de la sous-région en partance pour le Maghreb ou l'Europe par les voies maritimes, optant pour une migration irrégulière avec les risques encourus, du fait, essentiellement, de l'utilisation de la pirogue comme moyen de transport principal.

La présence d'immigrants est de plus en plus importante dans des régions comme Dakar, Ziguinchor et Kédougou et ce processus d'immigration ira crescendo

avec la découverte des gisements de pétrole et du gaz et d'importantes ressources minières.

S'agissant de la migration et du développement territorial, il faut noter que les régions diffèrent parce que n'ayant pas les mêmes réalités socio-économique, culturelle et religieuse. Elles présentent donc des profils et dynamiques migratoires variés.

La présente étude est réalisée dans le cadre du projet Migration de la Fondation Konrad Adenauer Stiftung (KAS), financé par le Ministère Fédéral de la Coopération Économique et du Développement de l'Allemagne (BMZ, SI Flucht und Migration). L'étude cible la région de Dakar, qui est la première région de concentration de la population du pays avec différentes catégories de migrants. Elle s'intéresse également à deux autres régions frontalières (Ziguinchor et Kédougou), se situant dans le groupe des régions faiblement peuplées et considérées parmi les plus pauvres.

En effet, la mobilité humaine au Sénégal est caractérisée par une répartition géographique de la population, avec des disparités entre régions. Selon l'ANSD¹, la population du Sénégal pour 2020, s'élève à 16 705 608 habitants, soit une hausse de l'ordre de 3% comparé à l'année 2019 avec un effectif des individus de sexe féminin (8 391 358, soit 50,2%), légèrement supérieur à celui de sexe masculin (8 314 250, soit 49,8%) mais très jeune avec une moyenne d'âge de 19 ans.

Selon la même source, il faut noter que même si 54,82% des Sénégalais, résident en milieu rural, la région de Dakar concentre, à elle seule, 23% de la population totale du pays en 2020, soit un peu moins d'un quart de la population. En outre, plus de 55% de la population totale résident dans quatre régions administratives à savoir Dakar, Thiès, Diourbel et Kaolack. Certaines régions sont faiblement peuplées. Il s'agit notamment de Matam (4,4%), Kaffrine (4,4%), Ziguinchor (4,1%), Sédhiou (3,4%) et Kédougou (1,1%).

L'étude passera en revue la migration interne dans les régions cibles avec une attention particulière sur les personnes déplacées pour la région de Ziguinchor marquée par un conflit² qui a provoqué

le déplacement de populations des zones les plus touchées vers des zones calmes aussi bien dans la région, à l'intérieur (dans des familles d'accueil) qu'à l'extérieur du pays.

Ainsi, l'étude tentera d'apporter des éléments d'éclairage en analysant l'impact de la migration avec les défis et opportunités dans les zones cibles. L'objectif est d'analyser les conditions sociales et politiques de la migration en Afrique de l'Ouest, au Sénégal et dans les régions cibles. Cette partie de l'Afrique est marquée par un contexte sécuritaire particulier ainsi qu'une meilleure volonté de gérer la migration forcée afin de dégager des pistes pour améliorer les conditions de vie des migrants, personnes déplacées, réfugiés et des communautés vivant dans les collectivités territoriales d'accueil. Les acteurs politiques concernés doivent participer activement aux débats régionaux et nationaux sur la migration et le déplacement forcé des personnes pour des raisons de sécurité afin de formuler de bonnes politiques sociales et stratégies dédiées aux cibles.

Sur la base d'une revue documentaire, des enquêtes de terrain auprès des acteurs et des orientations du projet, l'étude est structurée autour des points suivants :

- La démarche méthodologique et présentation des régions de l'étude
- La cartographie des acteurs et la présentation des résultats d'enquête des régions d'étude avec les catégories de migrants et leur expérience
- Une analyse de l'impact de la migration dans les régions cibles : Défis et Opportunités
- Des recommandations formulées.

1 Population du Sénégal année 2020 ANSD

2 Le conflit indépendantiste de Casamance, dans le sud du Sénégal, a commencé le 26 décembre 1982 à Ziguinchor, ville principale de Casamance, lors d'une marche du MFDC réprimée par les forces de l'ordre. En dépit de plusieurs accords de paix, il a fait des milliers de victimes et dévasté l'économie d'une région à fort potentiel agricole et touristique.



1

Méthodologie et présentation des régions cibles de l'étude

Chapitre 1

Marqué par différents chocs (pandémie de COVID 19 et guerre en Ukraine), la recrudescence de la migration irrégulière des jeunes africains, tant en partance vers la Mauritanie, le Niger, la Libye, le Maroc pour atteindre l'Europe, la destination du Sénégal est aussi choisie par des travailleurs en provenance d'autres pays de la sous-région, tous et toutes à la recherche de meilleures conditions de vie. Les régions frontalières du pays font face à des difficultés réelles suite aux crises dans la sous-région, entraînant ainsi des menaces sécuritaires qui poussent des ressortissants des pays frontaliers à opter pour la migration vers le Sénégal. Une option facilitée grâce à la politique de libre circulation des personnes et des biens de la CEDEAO.

Dans ce contexte, le gouvernement du Sénégal s'est engagé à garantir la sécurité nécessaire avec le renforcement et le déploiement des forces de sécurité et de défense avec l'ouverture de nouvelles garnisons dans la région de Tambacounda et vers la frontière avec le Mali. Ceci, afin de veiller à une meilleure surveillance des frontières et de prévenir tous risques liés à l'insécurité et à la traite des personnes et trafic illicite de migrants. La région de Ziguinchor a été marquée par une crise qui a duré plusieurs décennies mais, elle a récemment connu des remous avec un déploiement des forces armées sénégalaises pour sécuriser des villages alors que la question des mines anti personnels est toujours présente. La migration interne comme l'immigration en provenance de la sous-région et l'émigration sont des éléments importants dans le développement des territoires. Elles doivent aussi intégrer dans leurs stratégies, la prise en charge des besoins des hommes et des femmes migrants internationaux, migrants de retour, des personnes déplacées et des réfugiés.

En somme, analyser les défis, nécessite également la prise en compte de la question sécuritaire avec les conflits armés et l'instabilité institutionnelle dans la zone sahel, du Niger, au Tchad, au Burkina Faso et plus proche du Sénégal, le Mali et la Guinée.

Combinée à la crise casamançaise, entraînant des déplacées vers la Gambie et la Guinée Bissau, le défi sécuritaire mérite une analyse poussée dans un contexte de migration mixte.

Le gouvernement du Sénégal avec l'appui des partenaires nationaux et internationaux met en place des stratégies sectorielles et des dispositifs pour prendre en charge les migrants et les personnes déplacées.

La revue du document de politique nationale de migration du Sénégal (PNMS) est engagée pour une nouvelle validation technique avant sa validation institutionnelle. Cette politique après validation sera le document de référence pour une gouvernance migratoire qui favorisera une synergie d'actions des acteurs.

Un comité National chargé de la gestion de la situation des Réfugiés, Rapatriés et personnes déplacées a été déjà créé pour coordonner la gestion des cibles citées.

Pour apporter une réponse urgente à la migration irrégulière, la création d'un comité interministériel de lutte contre l'émigration clandestine (CILEC) a été effective par décret n°2020-2393 du 30 décembre 2020 suivie de son installation, le vendredi 07 mai 2021 par le ministre de l'Intérieur. La stratégie de lutte contre la migration irrégulière a été aussi validée.

Avec l'acte III de la décentralisation, il s'agit surtout de favoriser des nouvelles communes viables, compétitives et porteuses de croissance, ce qui nécessite plus d'initiatives pour développer des expériences de migrations et de développement. Pour rappel, l'Etat du Sénégal s'est inscrit dans une démarche de territorialisation des politiques publiques et avec la communalisation intégrale³, il est important de sensibiliser les élus locaux, les autorités administratives et les populations du rôle à jouer pour réussir cette décentralisation.

La délocalisation des Bureaux d'Accueil, d'Orientation et de Suivi (BAOS⁴) des migrants dans les 14 régions du pays par la Direction Générale d'Appui aux Sénégalais l'Extérieur (DGASE) du ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'extérieur permet de répondre aux nouveaux enjeux et défis migratoires dans les territoires en se rapprochant de ces cibles.

Ainsi apparaît-il important de travailler en synergie dans les communes pour permettre aux différents dispositifs de jouer pleinement leurs rôles avec le soutien des autorités nationales et administratives afin d'offrir un cadre approprié aux migrants, jeunes et femmes pour mieux contribuer à leur développement, avec des informations utiles.

L'intégration par les collectivités territoriales de la dimension migration dans les documents de politiques locales permet de jouer un rôle important dans la gouvernance locale de la migration.

L'intégration devrait prendre en compte les migrants internes, les migrants internationaux (émigrés et immigrés) et de retour, les personnes déplacées pour leur permettre de contribuer au développement des territoires. Certaines régions du pays ont la particularité d'enregistrer une présence de migrants originaires des pays voisins comme la République de Guinée, la Guinée Bissau, le Mali, le Burkina Faso, le Ghana, le Nigéria, facilitée par les politiques de libre circulation de la CEDEAO.

Ainsi, des organisations internationales, organisations non gouvernementales et d'autres acteurs locaux s'activent dans la prise en charge de besoins des immigrés ou travailleurs migrants étrangers, personnes déplacées, réfugiés dans certaines régions du Sénégal. Nos régions d'étude (Kédougou, Ziguinchor et Dakar) bénéficient aussi de l'intérêt de ces organisations.

C'est dans ce contexte que la Fondation Konrad Adenauer a confié au Centre Africain d'appui au Leadership, aux Droits Humains et à l'Innovation Sociale (CALDHIS), la réalisation d'une étude pour l'analyse de la migration dans le développement des régions de Dakar, Ziguinchor et Kédougou, avec un focus sur les défis et opportunités.

1.1. Approche et méthodologie de l'étude

1.1.1 Rappel des objectifs et résultats attendus

Des lignes directrices et recommandations de l'étude pour renforcer la gestion de la migration dans les régions de Dakar, Ziguinchor et Kédougou seront formulées, sur la base d'une revue documentaire et des données collectées sur le terrain auprès des acteurs concernés par la thématique. Il s'agit de procéder à :

- L'identification et la cartographie des acteurs et institutions clés impliquées dans la gestion de la migration dans les régions de Dakar, Kédougou et Ziguinchor, tout en mettant un accent particulier sur leurs rôles, forces, faiblesses et besoins spécifiques. Des acteurs identifiés lors de l'atelier de planification⁵ des activités organisées par la FKA et qui interviennent dans la migration au niveau des territoires sont privilégiés. Les acteurs sont catégorisés en fonction des services fournis, afin de ressortir les besoins de ces derniers pour une meilleure prise en charge des catégories de migrants et une implication dans le développement économique et social des régions cibles.
- Le diagnostic et l'analyse des potentialités et opportunités socio-économiques de la migration dans les régions de Dakar, Kédougou et Ziguinchor sont réalisés. Les migrants peuvent impacter le développement des territoires à travers les investissements, le transfert de compétences et une intégration réussie

3 En référence à l'acte 3 de la décentralisation

4 Le BAOS est une structure créée le 29 juillet 1987, afin d'appuyer le Ministère chargé des émigrés logé à la Présidence à l'époque dans sa mission d'accueil, d'orientation et de suivi des actions de réinsertion. Aujourd'hui, La décentralisation des B.A.O.S dans les 14 régions vise particulièrement, à assurer la proximité du Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur avec les émigrés, leurs familles ainsi que les populations potentiellement migrantes dans l'optique d'une meilleure gestion des dynamiques du phénomène migratoire.

5 Atelier de partage et de planification dans le cadre du Projet migration organisée par FKA à Dakar, les 23 et 24 mai 2023 en présence de 33 représentants des acteurs étatiques et non étatiques, venant des trois régions cibles

au sein des communautés en exploitant les opportunités offertes par les collectivités territoriales qui doivent aussi les intégrer dans leurs différentes politiques.

- › Dans le cadre de la migration, une fois les acteurs identifiés, il s'agit de mieux mesurer les besoins pris en charge, les services non couverts surtout pour les immigrants, réfugiés et personnes déplacées.
- › Des recommandations, répondant aux besoins prioritaires de la migration dans les localités considérées seront formulées et hiérarchisées pour une meilleure prise en charge.

1.1.2. Méthodologie de l'étude

La méthodologie s'adosse sur une approche systématique dans une démarche participative et inclusive. A cet effet, le maximum d'acteurs directs et indirects impliqués dans la mise en œuvre des activités du projet de la FKA sont rencontrés.

Toutes les catégories d'acteurs (organisations étatiques, non étatiques, partenaires au développement, les Forces de Défense et de Sécurité (FDS), autorités locales, administratives, associations de migrants, etc..) et cibles (migrants sénégalais, personnes déplacées, réfugiés et immigrants) ont été interviewées afin d'avoir toutes les informations nécessaires sur le sujet.

Ce travail se base sur deux approches méthodologiques de collecte de données validées. Il s'agit d'une part, l'identification et la cartographie des acteurs qui interviennent dans la gestion de la migration avec lesquels, des entretiens individuels et collectifs sont menés à l'aide de guides élaborés et d'autre part, des questionnaires auprès des différentes catégories (migrants de retour, personnes déplacées, immigrants, réfugiés).

Il s'agit d'aborder et traiter la problématique aux niveaux national, régional, territorial, mais aussi communautaire et individuel afin de disposer d'un cadre d'analyse pertinent des migrations dans les régions cibles, sur la base de données collectées et d'une revue de la littérature.

En effet, la revue documentaire va permettre de ressortir les informations et données disponibles dans des projets et programmes, des stratégies et politiques mis en œuvre par des organisations nationales et locales, publiques ou privées.

Au total, le travail de terrain est structuré à différents niveaux comme suit :

- › **Au niveau national**, des organisations nationales et internationales qui fournissent des services de migration, ont partagé des informations sur les services fournis ;
- › **Au niveau territorial**, sur la base de leurs missions et services offerts dans le domaine de la migration, des dispositifs nationaux et ONG locales ont été interrogés ;
- › **Au niveau communautaire**, les caractéristiques y compris les opportunités entre les lieux d'origine et de destination de même que les autres aspects motivant ou démotivants sur la migration dans les zones de départ, de transit, d'origine et de retour sont notés ;
- › **Au niveau individuel**, les données des différentes cibles ont été collectées et portent sur les caractéristiques sociodémographiques, les perceptions et attitudes, les expériences, les attentes/besoins.

Le travail de terrain constitue le nœud de l'étude. Il s'est déroulé dans un premier temps par des prises de contact, par téléphone et/ou mail, avec les organisations cibles sur les objectifs très importants de l'enquête car permettant une meilleure mobilisation et une facile collaboration. Les données collectées sont examinées et triangulées afin de s'assurer de leur exactitude et fiabilité. La triangulation des données collectées est primordiale. Elle se fait en recoupement aux méthodes de collectes : interview, documentation et observations.

En outre, les données ont été traitées à l'aide d'outils logiciels informatiques appropriés pour éviter les temps de latence entre la fin de la collecte et le début de rédaction du rapport.

A la suite de la validation de la note de cadrage, CALDHIS a démarré la mission de terrain pour opérer d'abord avec une cartographie des organisations impliquées dans la gestion des questions relatives à la migration ainsi que des personnes ressources ayant des connaissances, une expertise ou étant en contact avec des migrants.

Elle servira de base de sondage pour la sélection des informateurs clés. Cette cartographie fournit une liste systématique des sources potentielles d'information sur la migration, la localisation géographique (adresse) et les personnes de contact (noms, numéros de téléphone et adresses e-mail, si possible) pour chaque organisation.

Échantillonnage

L'échantillonnage obtenu a concerné aussi bien les approches quantitative et qualitative et l'exploitation de la documentation a permis, à partir d'un choix raisonné, d'identifier des localités-échantillon à visiter dans les régions d'intervention. Ce choix des localités tient compte des différentes caractéristiques (départ-transit-accueil-origine et retour), et des cibles (migrants sénégalais, immigrants, personnes déplacées).

L'échantillonnage a fait l'objet de modification concernant les cibles en cas d'indisponibilité d'un acteur, remplacé par un autre acteur pertinent au besoin à la suite d'échanges avec certains acteurs comme les participants à l'atelier organisé par FKA pour la planification des activités du projet.

Les organisations et personnes ressources concernées par la problématique de la migration en général et celle de son impact dans les régions cibles ont été sélectionnées à différents niveaux (communautaire, communal, départemental, régional et national).

De potentielles sources ont déjà été identifiées⁶ et d'autres complétées avec l'assistance de la FKA. La cartographie a été mise à jour tout au long de l'étude avec des informations plus détaillées et actualisées sur chaque organisation potentielle identifiée. Entre autres organisations, nous pouvons noter :

- Les administrations étatiques aux niveaux central et régional, dont les BAOS et autres services étatiques déconcentrés ;
- Les dispositifs nationaux (DER, FONGIP, ANPEJ, ...);
- Les forces de défense et de sécurité (FDS) en particulier les chefs de poste de la police des frontières au niveau des régions, les chefs de brigade de la gendarmerie surtout frontalière, les Brigades mobiles de sûreté (BMS) ;
- Les collectivités décentralisées avec les services techniques comme les Agences régionales de Développement (ARD) ;
- Les autorités locales (Maires/délégué de quartier ou chef de village) ;
- Les organisations de coopération bi et multilatérales y compris les organisations des Nations Unies compétentes ;
- Les associations de migrants de retour ;
- Les associations d'immigrants, de réfugiés ;
- Les organisations de la société civile (OSC) dont les associations de jeunes ;
- Les ONG nationales et internationales intervenant dans la migration ;
- Les instituts de recherche et académiques ;

Échantillon des localités choisies

Les unités d'échantillonnage au premier degré sont des localités (villages ou quartiers), objet d'un choix raisonné. La proposition des localités-échantillons ci-dessous est basée sur la revue de la documentation, ainsi que d'entretiens initiaux avec des personnes ressources.

Il faut souligner que cet échantillon a évolué au fur et à mesure que des informations pertinentes étaient obtenues auprès des personnes ressources. L'identification des localités-échantillons pour les trois régions cibles sont :

⁶ Lors de l'atelier de partage et de planification de FKA comme potentiels informateurs clés

A. Région de Dakar

› Thiaroye sur mer

Dans cette zone, le phénomène migratoire irrégulier y existe depuis longtemps. La localité a enregistré plusieurs victimes et des rescapés depuis la période « Barça ou Barzakh » c'est dire « Barcelone ou la mort ». Plusieurs familles ont été endeuillées et beaucoup d'autres sont restées sans nouvelles de leurs proches partis pour « l'Eldorado ». En 2013, le CICR comptait déjà 68 cas de familles touchées par la disparition de proches à Thiaroye sur mer (CICR, 2013)⁷. Des initiatives ont été développées par des acteurs pour lutter contre le phénomène. De ces initiatives sont nées des associations qui s'activent autour de la question, à côté de la Commune.

› Rufisque

Rufisque est une zone de départ et se situe juste au bord de l'océan, position géographique qui en fait une zone d'étude intéressante parce que regroupant des activités de pêche, d'aviciculture et de maraichage, activités génératrices de revenus nécessaires pour les candidats à l'émigration irrégulière à constituer un budget pour le projet migratoire de migrants internes ou internationaux. Il faut cependant noter que la ville est peuplée en grande majorité de jeunes et femmes.

Le taux de chômage étant élevé, certaines personnes préfèrent prendre la mer pour une destination incertaine. Conduire une étude dans cette zone permettra de mieux comprendre les nouvelles dynamiques sociales, économiques et culturelles qui poussent les jeunes à partir en mer. En juillet 2023, près de 100 jeunes ont été portés disparus, retrouvés ensuite à Dakhla au Maroc. Le choix de Rufisque se justifie aussi parce qu'étant, une zone de maraichage avec les Niayes où l'on note aussi de nombreux départs de jeunes mais aussi de travailleurs migrants internes et étrangers qui y sont présents.

› Ouakam

La zone de Ouakam est réputée aussi zone de départ pour la migration irrégulière de par sa proximité avec l'océan. Il faut cependant

noter que les populations locales ont la culture de l'eau, même si elles ne sont pas les seules concernées par le phénomène.

En juillet 2023, une pirogue avait chaviré dans la zone et avait causé la mort de plus de 15 jeunes. Voilà ce qui explique la nécessité d'y mener une étude afin de mieux appréhender les enjeux et les causes avant de proposer des solutions durables. La forte présence dans cette localité de migrants étrangers, particulièrement la communauté originaire de la République de Guinée depuis des décennies est notée dans cette zone. Les personnes interrogées apportent des informations utiles sur leurs véritables motivations et besoins.

B. Région de Kédougou

Le Centre de recherches Timbuktu Institute, en partenariat avec la Fondation Konrad Adenauer, avait conduit une recherche sur la situation sécuritaire dans la région de Kédougou. Pour rappel, la région de Kédougou est une zone frontalière au Mali et à la République de Guinée. La recherche fait état d'un « cocktail de facteurs de risques » dans la région de Kédougou. Pour les chercheurs, « les frustrations socio-économiques apparaissent comme les principales causes de radicalisation ».

Les résultats de l'étude indiquent qu'en 2019 et 2020, « le nombre d'arrestations d'individus, pour l'essentiel d'origine étrangère, avec des explosifs, a connu une hausse inquiétante » dans la zone. Le paradoxe, c'est qu'une grande majorité des personnes interrogées, 85% disent « se sentir en sécurité », 65% affirment « ne pas être concerné par la crise malienne ».

Il faut noter que dans le département de SARAYA où se trouve l'un des plus grands gisements d'or de la région, plus de 14 nationalités ont été identifiées d'où l'insécurité galopante, avec d'énormes risques auxquelles, elles font face.

⁷ <https://www.icrc.org/en/doc/assets/files/2013/familles-migrants-senegalais-disparus.pdf>

C. Région de Ziguinchor

Depuis 1982, trois présidents sénégalais se sont frottés à la crise casamançaise. Abdou Diouf, Abdoulaye Wade puis Macky Sall et chaque Président a adopté sa propre stratégie. La situation en Casamance reste critique, malgré les nombreuses démarches entreprises pour la paix, dans cette région du sud-ouest. La Ségambie est une zone de circulation des armes légères avec la Guinée Bissau, ce qui favorise l'insécurité.

Ce conflit a entraîné des déplacements de populations en quête de sécurité même s'il faut noter qu'une certaine accalmie a été notée.

Ainsi, compte tenu de la particularité sécuritaire du moment dans cette région, l'étude sera circonscrite dans le département de Ziguinchor, qui fait aussi office de chef-lieu de région et accueille un grand nombre de personnes déplacées internes.

Au niveau national des départements ministériels, dispositifs nationaux, organisations internationales et centres de recherche qui travaillent sur la migration ont été rencontrés pour une meilleure appréciation des enjeux liés à la problématique de la migration.

1.1.3. Traitement et analyse des données

Différents outils ont été développés pour la collecte de données (quantitatives et qualitatives) auprès des différentes cibles de la recherche. Les données collectées, étaient systématiquement contrôlées par le Chef d'équipe. À intervalles réguliers, ces

données étaient transférées par les enquêteurs des différentes régions. Une fois la base de données constituée, elle a été exportée vers l'outil Kobo Toolbox⁸ pour l'apurement.

1.1.3.1. Approche quantitative

L'approche quantitative repose sur des enquêtes par sondage à mener dans des localités-échantillons qui apparaissent, chacune avec ses caractéristiques (région, département, arrondissement et/ou commune, lien avec la migration) et l'état civil des personnes interrogées. Il va s'agir d'enquêtes auprès de migrants (sénégalais et étrangers), personnes déplacées pour appréhender les dimensions individuelles et familiales de la migration. Les cibles directes sont les migrants et personnes déplacées (hommes ou femmes, jeunes garçons ou filles âgé(e)s de 15 à 60 ans) identifiés comme pertinents à interroger et des responsables d'organisation.

La collecte des données par questionnaire

C'est le questionnaire, qui semble plus approprié pour une enquête auprès des migrants (migrants sénégalais, migrants étrangers et les personnes déplacées, avec une série de questions prédéfinies). Des réfugiés parmi les immigrants ont été aussi interrogés.

Le projet a ciblé des migrants identifiés à travers des associations de migrants ou de personnes res-

⁸ KoboToolbox est une plateforme de collecte de données sur le terrain dans des environnements difficiles. Il s'agit d'un logiciel gratuit et open source qui fonctionne en ligne et hors ligne. (<https://support.kobotoolbox.org/welcome.html>).

Tableau 1. Répartition des migrants cibles par type et par région

Région	Migrant de retour	Personnes déplacées	Immigrants	Total
Dakar	8	0	7	15
Ziguinchor	5	7	3	15
Kédougou	5	3	7	15
Total	18	10	17	45

sources dans les trois régions cibles. Pour accroître la fiabilité des données de l'enquête, l'identification des cibles est essentielle.

Identification des migrants de retour, immigrants et personnes déplacées

Les migrants de retour, immigrants, réfugiés et personnes déplacées sont identifiés de plusieurs manières. La première approche a été de s'informer de leur présence dans chaque localité échantillon. La seconde source a été les organisations et personnes ressources ou des informateurs clés par leur connaissance de la problématique de la migration et éventuellement leur accès, leur localisation et contacts.

La troisième voie a été le choix des cibles elles-mêmes. Partant de l'hypothèse que les migrants et personnes déplacées se connaissent ou sont connus au sein de la communauté, la méthode de dépistage de lien ou boule de neige a été adoptée. L'enquêteur a été orienté par des personnes ressources pour quarante-cinq (45) migrants de retour, immigrants dont des réfugiés et personnes déplacées dans les régions cibles (Ziguinchor, Kédougou et Dakar).

A titre d'exemples, les questionnaires pour les migrants de retour et personnes déplacées ont été structurés autour des points suivants.

Pour les migrants de retour, c'est un questionnaire de 23 questions et leurs réponses, couvrant divers aspects de leur l'expérience, qui leur a été administré. Ces aspects incluent leur âge, leur nationalité, leur sexe, leur pays d'émigration, la durée de leur séjour à l'étranger, les raisons de leur retour, leurs

sentiments et attentes, leur travail et leur intégration sociale, leurs compétences et opportunités, leur processus de réintégration, les programmes d'assistance, leur rôle dans le développement local, les défis rencontrés, et les recommandations.

Pour les personnes déplacées internes, le questionnaire utilisé dans cette étude comportait un total de 16 questions, incluant des questions à choix multiples, à choix unique et des réponses libres.

Ces questions portaient sur divers aspects, tels que les caractéristiques démographiques, l'expérience du déplacement, les défis rencontrés, les besoins exprimés, les perspectives et les recommandations des personnes déplacées

1.1.3.2. Approche qualitative

Les approches qualitatives ont servi à collecter des informations au moyen principalement d'entretiens semi-directifs. L'entretien semi directif est une technique fréquemment utilisée dans la recherche sur des problématiques sociales. Il permet de centrer le discours des personnes interrogées autour de différents thèmes définis au préalable et consignés dans un guide d'entretien. La collecte de données qualitatives s'est faite à l'aide de guides d'entretiens individuels et collective auprès des acteurs intervenant dans la gestion de la migration et des acteurs clés identifiés et qui maîtrisent la question migratoire.

La collecte de données qualitative à travers les entretiens cibles des acteurs étatiques, des ONG, des FDS, des dispositifs, des associations de migrants et d'autres acteurs de la société civile, des médias, des organisations communautaires et des chercheurs. Le projet a ciblé quarante-cinq acteurs.

Tableau 2. Répartition des acteurs cibles par type et par région

Région	Acteurs	Groupe de discussion
Dakar	15	2
Ziguinchor	15	2
Kédougou	15	2
Total	45	6

Collecte des données qualitatives

La recherche s'est focalisée aussi sur les entretiens semi-structurés, suivant des thématiques qui contiennent un ensemble de questions fermées et ouvertes-généralement accompagnées de questions de relance. Les entretiens semi-structurés conviennent le mieux pour une catégorie de personnes sur la migration puisqu'ils ont déjà une certaine maîtrise du sujet de recherche. L'approche a permis d'approfondir certaines questions en s'adressant à des personnes qui ont une expertise ou une expérience avérée sur l'objet de l'étude.

Le recours au focus groups en administrant un guide d'entretien à un groupe d'acteurs identifié de 5 personnes a apporté une valeur ajoutée à la compréhension des différentes facettes de la migration.

1.1.4 Difficultés rencontrées

Malgré le bon déroulement de l'enquête de terrain dans l'ensemble, l'équipe a fait face à quelques difficultés techniques et logistiques qui, quand même, ont été surmontées. Parmi ces difficultés, on peut citer :

- Les délais dédiés étaient très limités pour mener l'enquête terrain dans la mesure où, elle s'est déroulée pendant la saison des pluies, ce qui a rendu l'accès à plusieurs localités extrêmement difficile ;
- A cause des reports de rendez-vous dans la région de Dakar avec les Autorités locales, souvent dus à un contexte migratoire très sensible à Rufisque et Ouakam, un retard dans la réalisation de focus group a été noté ;
- La non-couverture de l'ensemble des départements retenus à cause de l'insécurité à Ziguinchor suite aux tensions politiques et aux opérations actuelles de l'armée ;
- Accessibilité difficile de plusieurs localités due à la saison des pluies, des zones non accessibles ont été remplacées par d'autres de substitution qui avaient été prévues lors de l'échantillonnage ;
- Au cours de l'enquête, les migrants absents ont été systématiquement substitués par d'autres migrants de remplacement selon la procédure de remplacement qui avait été définie dans la méthodologie.

1.2. Présentation des régions cibles de l'étude

Carte des régions cibles



Source : Caldhis

La migration impacte les territoires et présentent des profils migratoires différents, permettant de noter des régions attractives ou répulsives. Les régions de Dakar, Diourbel et Matam sont les seules régions qui présentent un solde migratoire positif tant pour les mouvements migratoires des 10 dernières années que pour ceux des 5 dernières années précédant le recensement de 2013. La présentation des régions cibles de l'étude passe donc par une analyse du contexte migratoire en mettant en évidence, les spécificités et dynamiques migratoires dans les régions de Dakar, Ziguinchor et Kédougou.

1.2.1. Région de Dakar

1.2.1.1 Présentation de la région

Dakar est la région la plus densément peuplée du pays. Elle occupe 0,3% du territoire national avec une superficie estimée à 550 km². Cette petite région en termes de superficie concentre à elle seule 23%⁹ de la population totale du pays pour une population de 3 732 282 d'habitants (49,63% de sexe masculin et 50,37% de sexe féminin) soit une densité de 6 386 habitants au km².

9 SES 2019 Etat structure population - ANSD

Elle est divisée en cinq départements : Dakar, Pikine, Rufisque, Guédiawaye et Keur Massar. La région de Dakar est le principal pôle économique, administratif et culturel du Sénégal. Elle concentre la majorité des institutions gouvernementales, des activités industrielles, commerciales, financières et touristiques du pays. Elle est le centre économique du pays, abritant des entreprises, des universités et un port maritime majeur.

La région de Dakar est confrontée à des défis environnementaux et sociaux liés à l'urbanisation croissante, à la pression démographique, à la pollution, à la gestion des déchets, à l'accès à l'eau potable, à l'assainissement, à l'éducation, à la santé et à l'habitat. Elle bénéficie toutefois de plusieurs projets d'infrastructures visant à améliorer sa situation.

1.2.1.2 Analyse des profils et dynamiques migratoires

L'analyse des interrelations entre la migration interne et internationale permet de mieux comprendre aussi la région de Dakar comme zone de départ, de transit, d'accueil et de retour dans les mécanismes mis à œuvre dans la stratégie des migrations, sur les caractéristiques des individus qui migrent, sur ce qui les motivent.

Dakar accueille des migrants internes en provenance des régions du Sénégal de manière continue avec un fort taux d'exode rural mais aussi d'immigrants en provenance des pays de la sous-région pour des raisons économiques et de sécurité qui pensent y trouver de meilleures conditions de vie sans compter les personnes déplacées internes.

Carte de la région de Dakar



Source : Caldhis

Selon les données l'EHCVM¹⁰, la pauvreté touche plus la population rurale où, plus de la moitié (53,6%) vit sous le seuil de pauvreté alors qu'en milieu urbain, elle affecte deux personnes sur dix (19,8%). En effet, s'agissant des dépenses des populations, un individu, en milieu rural, dépense en moyenne 1014 FCFA par jour pour l'ensemble de ses besoins de consommation aussi bien alimentaire que non alimentaire.

Ce montant est de 1818 FCFA en milieu urbain soit près du double (1,8 fois) de celui des individus vivant en milieu rural d'après l'EHCVM.

Les migrants internes sont essentiellement polarisés par la région de Dakar (43,2% des effectifs), ce qui correspond à près de 820.000 migrants, soit le quart de la population dakaroise. L'importance des flux migratoires internes vers Dakar pose le problème fondamental de l'inégale répartition de la population sur le territoire national, avec comme conséquence, un déséquilibre démographique considérable entre les régions de l'intérieur et la capitale.¹¹

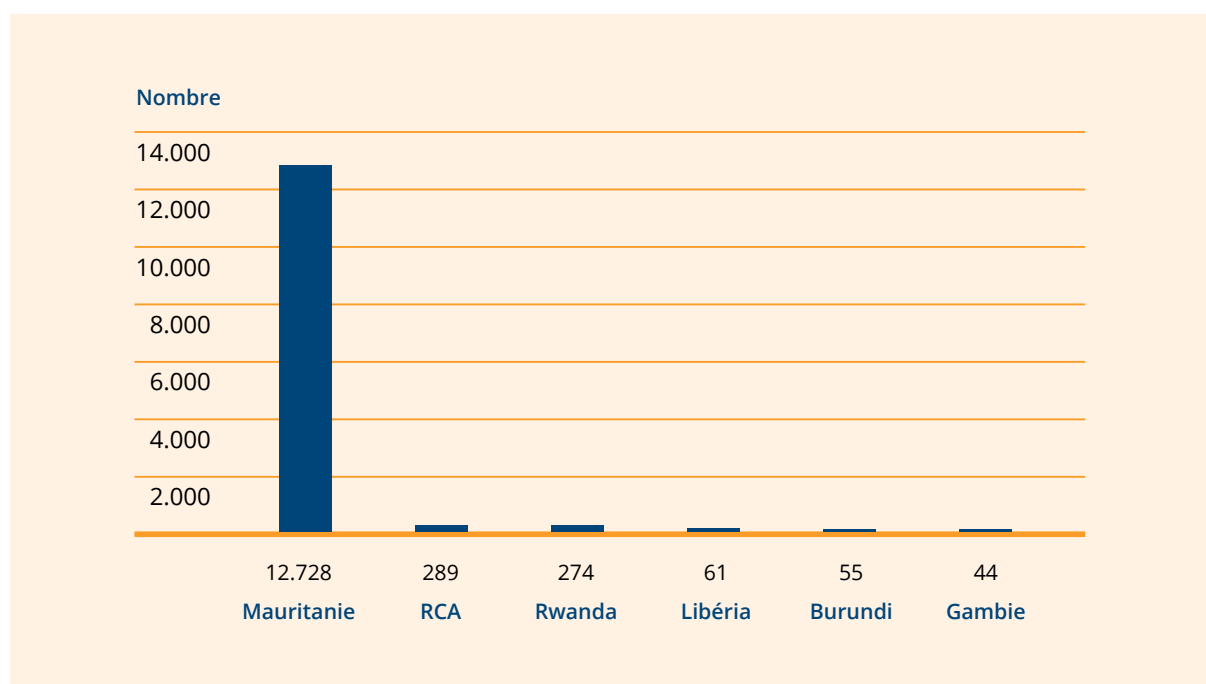
Selon toujours la même source, la répartition des immigrés internationaux par rapport à leurs régions d'établissement au Sénégal montre une forte concentration à Dakar (57%) avec essentiellement des ressortissants des pays de la sous-région ouest-africaine (131.508 individus soit 49%), les Africains du Centre (6.955 soit 2,6%).

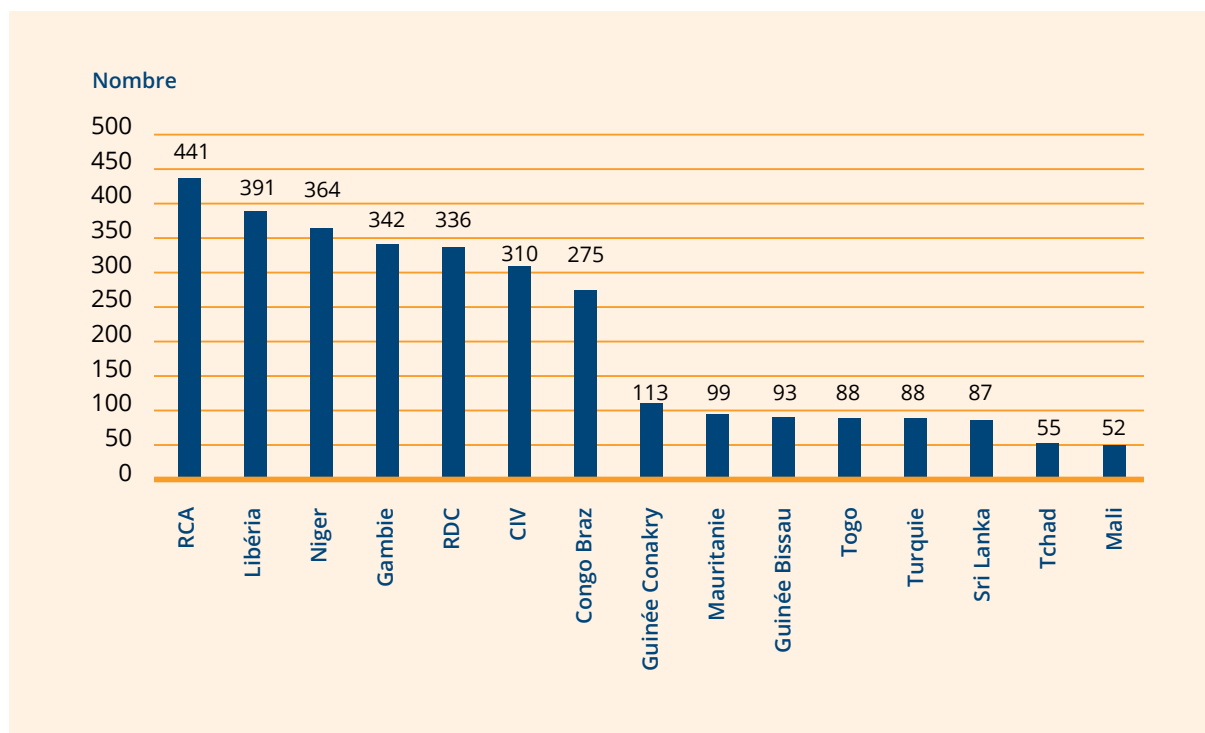
Les Guinéens représentent 43,2% de la population résidente étrangère et constituent ainsi la principale communauté d'origine étrangère immigrée au Sénégal, suivis des Maliens avec 10,4% ensuite les Gambiens (6,4%) et enfin des Bissau-guinéens (6,1%). Les autres pays sont faiblement représentés. Quelle que soit la nationalité, la région de Dakar accueille l'essentiel des immigrés établis au Sénégal.

10 ANSD -Rapport Enquête harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages (EHCVM) au Sénégal - 2021

11 MIGRATION AU SENEGAL - PROFIL NATIONAL ANSD-OIM 2018

Graphique 1. Réfugiés au Sénégal selon pays d'origine en 2017



Graphique 2. Demandeurs d'asile au Sénégal selon pays d'origine en 2017

La région de Dakar offre donc des opportunités en termes d'activités génératrices de revenus ou d'emplois saisonniers dans des secteurs comme l'horticulture, l'aviculture, la pêche, l'industrie et le commerce, ce qui permet de constituer une épargne pour préparer un projet de migration internationale.

Le Sénégal est aussi un pays d'accueil des réfugiés et des demandeurs d'asile, en provenance d'autres pays pour des raisons diverses et au 31 décembre 2017, on comptait 14.655 réfugiés au Sénégal, composés de 7.508 femmes (51%) contre 7.147 hommes (49%) selon les données du Profil National Migration au Sénégal réalisé par OIM et l'ANSD de 2018, il faut noter qu'en dehors de Richard-Toll (Saint-louis) qui a accueilli près de 12 728 originaires de la Mauritanie, près de 1697 résident à Dakar en provenance essentiellement de la Centrafrique (289), du Rwanda (274), du Libéria (61) du Burundi (55) de la Gambie (44).

Selon le Profil National Migration au Sénégal réalisé par OIM et l'ANSD de 2018, au 31 décembre 2017, les **demandeurs d'asile** concernent près de 46 nationalités et sont au nombre de 3.376 individus dont 2.139 hommes (63%) pour 1.237 femmes (37%).

Les Centrafricains constituent la nationalité la plus représentée avec un effectif de 441 individus, soit 13% des demandeurs d'asile au Sénégal. Les ressortissants du Liberia viennent derrière avec 391 demandeurs d'asile (11,5%) suivi par ceux du Niger (364, soit 10,7%), de la Gambie (342, soit 10%), de la République Démocratique du Congo (336, soit 9,9%), de la Côte d'Ivoire (310, soit 9%) et du Congo Brazzaville (275, soit 8%). Ensuite, viennent par ordre d'importance les Guinéens au nombre de 113, suivis par les Mauritaniens (99), les Bissau-guinéens (93), les Togolais (88), les Turcs (88), les Sri-Lankais (87), les Tchadiens (55) et les Maliens (52).

1.2.2. Région de Ziguinchor

1.2.2.1 Présentation de la région

La région de Ziguinchor est située dans la partie Sud-ouest du Sénégal et occupe une superficie de 7339 km² soit 3,73% du territoire national. Elle est limitée au Nord par la République de Gambie, au Sud par la République de Guinée Bissau, à l'Est par les régions de Kolda et Sédhiou et à l'Ouest par l'Océan Atlantique.

La région de Ziguinchor est née de la réforme administrative de juillet 1984 qui scinde l'ancienne région de la Casamance en deux entités administratives : la région de Kolda et celle de Ziguinchor. Elle est composée de 3 départements (Bignona, Oussouye et Ziguinchor), de 8 Arrondissements, de 30 Communes et d'environ 502 villages.

La région est riche d'une grande diversité ethnique et culturelle, avec des groupes comme les Bainounck, les Diolas, les Mandingues, les Mancagne, les Balante, les Manjaque, les Peulhs et les Wolofs.

La région de Ziguinchor est l'une des régions du pays où la pluviométrie est la plus importante et qui dispose de fortes potentialités économiques favorables à son émergence. Toutefois, l'enclavement de la région, combinées à la crise qu'elle traverse, constituent un handicap pour amorcer un développement économique harmonieux. Les principales activités économiques sont l'agriculture, la pêche et le tourisme. Ce dernier connaît, certaines années des problèmes ces dernières années suite à la crise qui sévit dans la région.

Carte de la région de Ziguinchor



Source : Caldhis

Les projections démographiques officielles,¹² estiment la population de la région de Ziguinchor à 662 179 habitants en 2019 (environ 4% de la population du Sénégal) avec le département de Bignona qui concentre la majeure partie de la population avec une part estimée à 46% de la population totale en 2019. Il est suivi de celui de Ziguinchor qui compte 299 364 habitants et représente 45% de la population totale. Oussouye est le moins peuplé et ne représente que 9% de la taille totale de la population de la région.

Au plan économique et social, la région de Ziguinchor, considérée comme le grenier du Sénégal, réunit les conditions pluviométriques, pédologiques et topographiques idéales avec le riz, le mil, le sorgho et le maïs comme principales cultures céréalières. Au titre de la campagne 2018/2019, les superficies emblavées de sorgho et de riz ont chuté respectivement de 7% et de 4% par comparaison à l'année 2017/2018. En revanche, s'agissant du mil et du maïs, leurs superficies ont augmenté respectivement de 28% et 72%. Les rendements d'arachide d'huilerie, de « niébé »¹³ et de « Bissap »¹⁴ ont augmenté dans la région en 2019 comparativement à celle de 2018 avec des valeurs respectives de 22%, 12% et 35%. Quant aux rendements de manioc, pastèque et sésame, ils sont restés identiques autant en 2018 qu'en 2019 selon les données de l'ANSD (SES Ziguinchor 2019).

Le secteur de la pêche joue un rôle de premier plan dans la région qui dispose, d'une façade maritime de 85 km et d'un important réseau hydrographique, composé d'un fleuve axial de 300 km de long, auquel se rattachent de très nombreux « bolongs »¹⁵, ce qui lui confère une grande richesse en ressources halieutiques et offre d'énormes potentialités pour la pêche maritime, lagunaire et fluviale.

Les mises à terres de 2016 qui sont de 69 372, 722 tonnes hissent la région de Ziguinchor à la quatrième place des régions du Sénégal en matière de production halieutique. Elle recèle des ressources halieutiques exploitables estimées à 130 000 tonnes par an. Ces ressources, faiblement exploitées, se composent essentiellement d'espèces pélagiques côtiers, de démersaux côtiers et profonds, et d'espèces lagunaires en abondance dans les bolongs et estuaires du fleuve Casamance, auxquels s'ajoute l'huître des

palétuviers dont l'aire potentielle de cueillette ne cesse de décroître au profit des « tannes » (étendues salées).

Cette région présente donc des potentialités agricoles, dans la pêche et dans le domaine du tourisme mais malheureusement, elle est située parmi les 6 régions (Sédhiou (65,6%), Kédougou (61,9%), Tambacounda (61,9%), Kolda (56,6%), Ziguinchor (51,1%) et Kaffrine (53,0%)) classés parmi celles ayant les taux de pauvreté les plus élevés.¹⁶

Pour la région de Ziguinchor, les raisons peuvent être, l'enclavement de la région, le conflit armé qu'elle traverse, créant ainsi une insécurité, ce qui constituent un handicap pour amorcer un développement économique.

1.2.2.2 Analyse des profils et dynamiques migratoires

La région de Ziguinchor dispose ainsi de fortes potentialités économiques favorables à son émergence. Toutefois, l'enclavement de la région, combiné à la crise qu'elle traverse, constituent un handicap pour amorcer un développement économique harmonieux. Consécutive à plus de trois décennies de conflit (entre l'Etat du Sénégal et une fraction armée qui réclame l'autonomie de la région), la population ne peut pas exploiter pleinement les possibilités environnementales notamment à cause de la présence de mines ou de la suspicion de mines explosives. Les principales activités économiques sont l'agriculture, la pêche et le tourisme.

Ces différents secteurs ont connu des crises successives ces dernières années ce qui explique la tradi-

12 SES Ziguinchor 2019 - ANSD

13 Espèce de plantes de la famille des Fabaceae et du genre *Vigna* originaire d'Afrique tropicale, dont plusieurs sous-espèces sont cultivées comme plantes alimentaires pour leurs graines, proches des haricots, ou pour leur gousses. Les grains du haricot sont généralement plus gros que les grains du niébé

14 Variété d'hibiscus cultivée en Afrique subsaharienne pour ses fleurs rouges ou vertes et ses feuilles utilisées dans la médecine traditionnelle ou l'alimentation. Le bissap est aussi une boisson populaire au Sénégal rafraîchissante préparée avec les fleurs séchées de la plante.

15 Mot d'origine mandingue, il est un chenal d'eau salée, caractéristique des zones côtières du Sénégal ou de Gambie, proches d'estuaires. Il désigne un ruisseau, de l'eau mobile, un affluent ou un bras de mer bordé de palétuviers.

16 ANSD -Rapport Enquête harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages (EHCVM) au Sénégal - 2021

tion de migration interne et d'émigration existant aussi dans la région.

Ainsi, selon le dernier recensement de 2013, concernant des migrants internes nés dans cette région et résidant dans une autre région, Ziguinchor avec 8,3% enregistre un taux assez important en termes de classement comme 6^{ème} région derrière Thiès (14,7%), Dakar (13%), Kaolack (10,7%), Diourbel (10,5%) et de Louga (10,4%).

Il faut cependant noter pour les migrants frontaliers, saisonniers et temporaires, perçoivent leur déplacement vers les pays voisins comme un simple prolongement, au-delà des frontières, de la migration rurale – rurale. Les migrations de ressortissants des pays de la sous-région pour des régions frontalières s'expliquent souvent par une tradition d'avant indépendance.

C'est pourquoi, dans la classification par région d'établissement au Sénégal des immigrants internationaux, Dakar est largement en tête avec 57% suivi de la région de Ziguinchor avec 6,7% et Kolda comme des régions frontalières. Les enjeux migratoires de la région sont liés aux conflits armés et de tensions séparatistes par le passé, ce qui a provoqué des déplacements de populations et des migrations internes. Les frontières avec la Gambie et la Guinée Bissau rendent la région propice à la migration transfrontalière, y compris pour le travail saisonnier.

1.2.3. Région de Kédougou

1.2.3.1 Présentation de la région

La région de Kédougou est issue du découpage administratif de l'ancienne région de Tambacounda en 2008. Située dans l'extrême sud-est du pays (12° 33' Nord, 12° 11' Ouest), elle est frontalière avec les pays tels que le Mali à l'Est, la République de Guinée au Sud et au nord par la région de Tambacounda.

La population de la région de Kédougou est estimée à 196 989 habitants en 2021 sur une superficie égale à 16 896 Km² avec 24 624 ménages. La région de Kédougou compte actuellement 22 collectivités territoriales dont 03 départements (Kédougou, Saraya et Salémata) et 19 communes.

La région de Kédougou est dotée de fleuve, lacs et une bonne pluviométrie (juillet-octobre). A cet effet, l'agriculture est l'activité économique dominante de la région.

D'après le rapport du RGPHAE de 2013, 69% des ménages de Kédougou pratiquent l'agriculture au sens large et près de 81% de ces ménages agricoles sont occupés par la culture pluviale. Kédougou abrite un sous-sol riche en or, phosphate, marbre, fer, cuivre, uranium, dolérite, basalte, etc.

L'exploitation la plus courante dans la région est celle de l'or. L'orpaillage occupe une forte proportion de la population, il emploie des milliers de travailleurs. Une bonne partie de l'économie régionale provient de l'exploitation de l'or, mais la majeure partie des exploitants ne dispose pas de permis.

Kédougou est une région splendide avec de beaux paysages, des cascades extraordinaires, une belle faune (Parc national niokolo koba), des variétés culturelles (Bassari, peuls, malinkés...), des fêtes traditionnelles (ex : l'initiation chez les bassari), elle regorge ainsi de réelles potentialités touristiques non négligeables.

Il faut noter que malgré le charme de la région, ses ressources naturelles et ses atouts touristiques incommensurables, le tourisme est toujours à la traîne. En résumé, on peut dire que la région de Kédougou, est l'une des régions les plus riches du Sénégal en termes de ressources naturelles.¹⁷

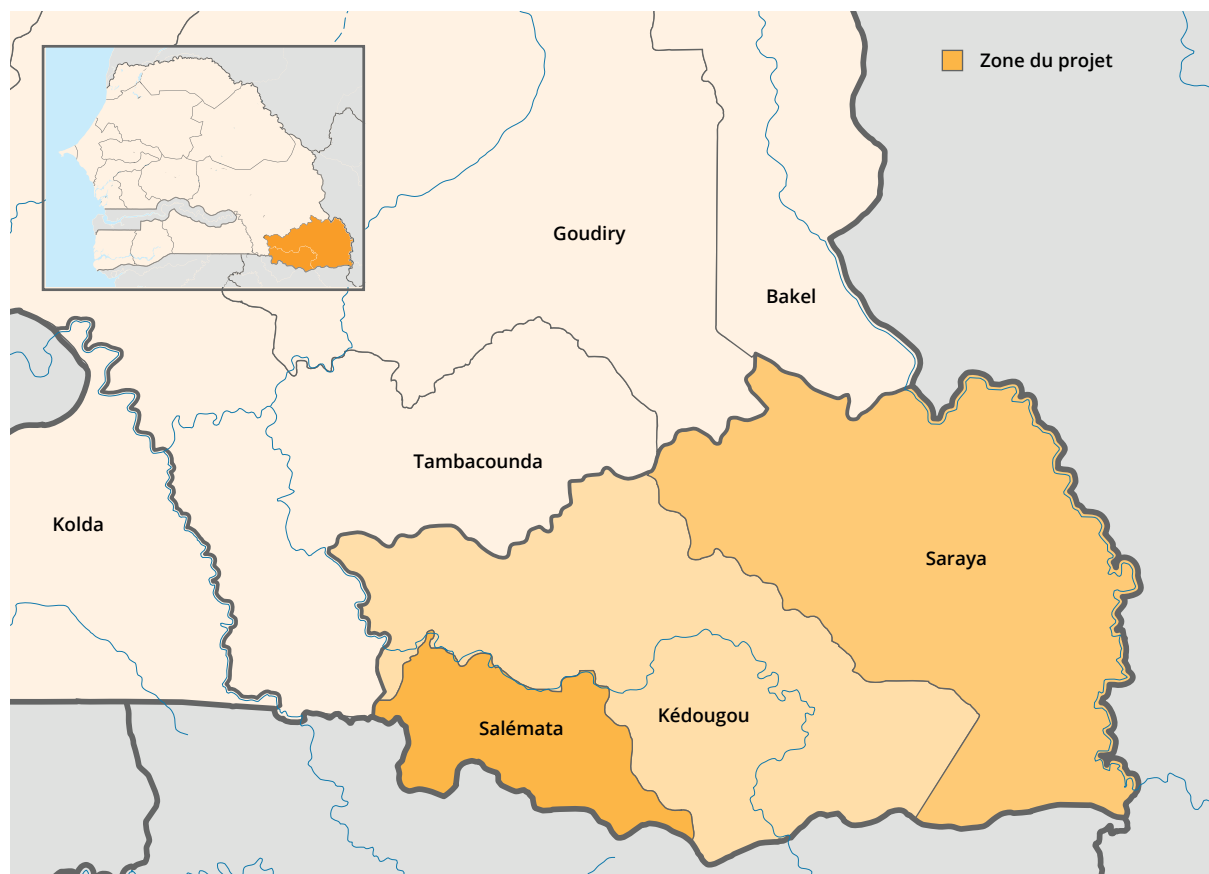
1.2.3.2 Analyse des profils et dynamiques migratoires

La région de Kédougou fait face à plusieurs défis en matière de développement social, notamment dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'hygiène publique, de la justice, de l'emploi et de l'environnement.

Kédougou est une région rurale avec une économie basée sur l'agriculture, l'élevage et l'exploitation minière, en particulier l'or. Elle est caractérisée par une forte croissance démographique, due en partie

17 Document situation de référence de la région de Kédougou – BAOS/Projet GMD/DGASE

Carte de la région de Kédougou



Source : Caldhis

à l'immigration liée à l'orpaillage. Les migrations dans la région de Kédougou sont souvent liées à la recherche de terres agricoles, de pâturages et de ressources naturelles, en particulier l'or. Les populations locales peuvent être mobiles à travers les montagnes à la recherche de meilleures conditions de vie, ce qui soulève des questions sur la gestion des ressources et des terres.

Le BAOS et l'association régionale des migrants de retour de la région de Kédougou, à travers un recensement des migrants de retour de la région a permis de dénombrer 503 migrants de retour dont 12 femmes¹⁸.

Le département de Saraya en compte 257 migrants de retour dont 03 femmes, le département de Kédougou 141 migrants de retour dont 08 femmes et 105 migrants de retour dont 01 femme dans le département de Salémata.

Selon le document de référence du BAOS, l'âge moyen de retour des migrants du département de Salémata obtenu lors des ateliers de diagnostic départementaux sur la situation migratoire est nettement inférieur (28,5 ans) que celui des migrants des départements de Kédougou et Saraya (40 ans). Cela montre que dans le département de Salémata, on assiste à un phénomène exponentiel de jeunes qui partent à l'émigration irrégulière contrairement aux autres départements que sont Kédougou et Saraya, où la plupart des potentiels migrants ont un âge élevé et un niveau scolaire supérieur. En outre, ces jeunes sont majoritairement des élèves qui étudient dans les lycées et collèges du département de Salémata.

¹⁸ Réalisé en février 2022

2

Cartographie des acteurs et présentation des résultats d'enquête dans les régions cibles

Chapitre 2

2.1. La cartographie des acteurs

Pour atteindre des résultats importants dans les services rendus aux cibles, une meilleure synergie des actions sur le terrain est nécessaire, qui implique des complémentarités entre acteurs ou dispositifs. Dans les zones d'étude, comprendre l'impact de la migration avec sa forme volontaire ou forcée, nécessite aussi d'avoir une cartographie pour savoir Qui fait quoi ? Où ? Comment ? Et éventuellement, avec qui ?

Il s'agit également d'identifier des possibilités de complémentarité d'actions avec d'autres partenaires et de tester la mise en œuvre de cette complémentarité durant ce projet de FKA avec l'innovation de tenir compte des migrants internationaux, les migrants internes et personnes déplacées.

Il est important de noter que les moyens financiers et logistiques mobilisés pour accompagner les migrants de retour, les immigrants et les personnes déplacées à travers les services rendus pourraient être mutualisés. Ainsi la réintégration des migrants de retour ou des déplacés, la réinsertion ou l'insertion avec les besoins de documents administratifs, de financement, de formation, de logement, d'accès à l'éducation et à la santé seront plus facilités si l'information sur les missions des organisations est partagée.

Ainsi, les acteurs identifiés dans les régions cibles sont classés en dispositifs nationaux, organisations internationales et dispositifs locaux.

Acteurs	Services fournis	Zones intervention	Cibles
Mairie de Thiaroye	<ul style="list-style-type: none"> › Appui Accompagnement des populations › Soutien aux migrants › Formation des jeunes, femmes et des migrants 	Commune de Thiaroye	Toutes les catégories de population
La Maison du migrant	<ul style="list-style-type: none"> › Accueil › Orientation › Suivi psychosocial › Assistance juridique 	Dakar	Migrants de retour
Conseil National de la Jeunesse (CNJS) Tél. : 33 864 03 38 Mail: cnjs@orange.sn	<ul style="list-style-type: none"> › Appui, orientation et conseils aux jeunes › Représentation dans des instances de décision au niveau communal, régional et national 	Toute l'étendue du territoire	Jeunes
Action éducative en milieu ouvert (AEMO)	<ul style="list-style-type: none"> › Prise en charge victimes mineures et de traite et trafic › Jeunes en conflit avec la loi › Jeunes en situation de vulnérabilité › Assistance éducative 	Toute l'étendue du territoire	Jeunes-enfants
Green Village Foundation (GVF)	<ul style="list-style-type: none"> › Assistance juridique › Bourse éducation › Logement › Santé › Appui matériel › Soutien aux réfugiés 	La zone de la vallée et en Casamance	Réfugiés et demandeurs d'asile

Acteurs	Services fournis	Zones intervention	Cibles
Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ)	<ul style="list-style-type: none"> › Sensibiliser, orienter et référencer, › Renforcer les compétences, › Accompagner vers l'insertion, › Renforcer les compétences du partenaire 	Toute l'étendue du territoire	Migrants-jeunes
Fonds d'Appui à l'Investissement des Sénégalais de l'Extérieur (FAISE)	<ul style="list-style-type: none"> › Financement de projets de sénégalais de l'extérieur au Sénégal › Financement de projets de femmes émigrés dans les pays d'accueil 	Toute l'étendue du territoire et à l'étranger	Migrants
Agence Nationale d'Insertion et de Développement Agricole (ANIDA) Tél. : 33 859 06 60	<ul style="list-style-type: none"> › Appui - Conseils dans le domaine de l'Agriculture › Faciliter l'accès au financement des projets à des taux concessionnels › Insertion professionnelle dans des fermes › Accompagnement des cibles jeunes, femmes, migrants avec le soutien de partenaires comme Projet d'Appui à la réduction de la migration à travers la Création d'Emplois Ruraux au Sénégal (PACERSEN) › Création de Fermes Natangue Aires agricoles émergentes 	Toute l'étendue du territoire	Jeunes et migrants
Agence Nationale pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes (ANPEJ) Tél. : 33 869 19 83	<ul style="list-style-type: none"> › Conseils à l'insertion et sur les perspectives professionnelles › Appui à la réalisation de projets › Réalisation de projets et facilitation pour l'accès aux financements 	Toute l'étendue du territoire	Jeunes
Agence de Développement et d'Encadrement des Petites et Moyennes Entreprises (ADEPME) Tél. : 33 869 70 70 Fax : 33 860 13 63	<ul style="list-style-type: none"> › Accompagnement › Conseils › Etudes et veille › Formation et ateliers thématiques › Problem solving › Réseautage 	Toute l'étendue du territoire	Toute personne de nationalité sénégalaise
Direction générale d'Appui aux Sénégalais de l'extérieur (DGASE)/ MAESE	<ul style="list-style-type: none"> › Accueil, information et orientation des Sénégalais de l'Extérieur. › Mise en œuvre de la stratégie sectorielle des Sénégalais de l'extérieur (retour, réintégration, financement, formation, logement, facilitation documents administratifs) 	Toute l'étendue du territoire et à l'étranger	Migrants internationaux Migrants de retour
Comité national chargé de la gestion de la situation des réfugiés, rapatriés et personnes déplacées - Présidence de la République	Organisation des retours Aide d'urgence Conseil et soutien à la réinsertion Assistance psychosociale Pécule de retour	Toute l'étendue du territoire	Migrants, réfugiés, personnes déplacées

Acteurs	Services fournis	Zones intervention	Cibles
Bureau d'accueil et d'orientation des Sénégalais de l'extérieur (BAOS) de la DGASE Tél. : 33 889 96 30	<ul style="list-style-type: none"> › Accueil › Orientation › Suivi 	Toute l'étendue du territoire	Migrants et potentiels migrant
Programme des domaines Agricoles Communautaire (PRODAC) Tél. : 33 864 41 94	<ul style="list-style-type: none"> › Formation en continue pour les exploitants et chefs de projets ; › Assistance technique courant; › Les services d'appui à la production et à la vente (labour, pépinière pour la distribution de plants de qualité), de post récolte (transformation, conditionnement, emballage, stockage, transport, etc.) ; › L'assistance pour la conclusion de contrats de marketing avec les clients locaux et internationaux. 	Toute l'étendue du territoire	Jeunes
Agence nationale pour la promotion des investissements et des grands travaux (APIX) Tél. : 33 849 05 55 Fax : 33 823 94 89 apix@apix.sn	<ul style="list-style-type: none"> › Informations sur les secteurs porteurs considérés comme prioritaires › Appui à la réalisation des formalités administratives pour la création d'entreprises › Assistance dans l'accomplissement des procédures administratives, fiscales et douanières › Conseils et orientations pour l'obtention de financement › Mise en place d'un « Espace diaspora » Guichet unique spécialement dédié à la Diaspora 	Toute l'étendue du territoire	Toute personne voulant créer une entreprise
Agence Sénégalaise de Promotion des Exportations (ASEPEX) Tél. : 33 869 20 21 asepex@asepex.sn	<ul style="list-style-type: none"> › Appui technique exportateurs › Opportunités d'exportation Promotion du label « Made in Senegal » Appui à l'établissement de partenariats et à l'identification de niches de marché pour l'exportation › Formation 	Toute l'étendue du territoire	Acteurs économiques, Migrants
Banque Nationale pour le Développement Economique (BNDE) Tél. : 33 829 20 20	<ul style="list-style-type: none"> › Accompagner la croissance des PME-PMI (création, restructuration, expansion...); › Contribuer au développement économique et social du pays ; › Financer, au-delà des PME, le besoin des acteurs économiques ; › Financer et contribuer au financement du secteur productif moderne, du secteur informel, populaire et non structuré à forte valeur ajoutée. 	Toute l'étendue du territoire	Toute personne de nationalité sénégalaise
Fonds de garantie des investissements prioritaires (FONGIP) Tél. : 33 859 19 19	Garantir le développement des PME et des porteurs de projets en facilitant leur accès au crédit à un coût raisonnable en apportant la garantie	Toute l'étendue du territoire	Toute personne de nationalité sénégalaise

Acteurs	Services fournis	Zones intervention	Cibles
Fonds Souverain d'Investissements Stratégiques (FONSIS) Tél. : 33 889 33 77	<ul style="list-style-type: none"> › Agrobusiness › Santé & Pharma › Eau & Energie › Infrastructures & Transport › Fonds & Véhicules de financement 	Toute l'étendue du territoire	Toute personne de nationalité sénégalaise
Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) Tél. : 33 859 75 35 iomsenegal@iom.org	Organisation onusienne chargée de la migration dans toutes ces dimensions (protection, assistance au retour, réintégration, diaspora, lutte contre le trafic illicite, etc...)	Toute l'étendue du territoire	Migrants
Agence Française de Développement Tél. : 33 822 79 70 datech@orange.sn	<ul style="list-style-type: none"> › Appui à la gouvernance locale › Accès aux services publics de base › Développement économique et sociale 	Toute l'étendue du territoire	Acteurs nationaux et Migrants
CARITAS Sénégal Tél. : 33 834 00 20	<ul style="list-style-type: none"> › Accueil › Conseil › Orientation › Assistance pour l'élaboration de projet Suivi-Evaluation › Accompagnement au retour › Appui financier pour réalisation du projet économique 	Toute l'étendue du territoire	Migrants et tout le reste de la population
Assistance Humanitaire aux Migrants (CEPAIM) mbargane@cepaim.org	<ul style="list-style-type: none"> › Informations, sensibilisation sur les opportunités économiques au Sénégal › Réinsertion Réalisation d'activités économiques Appui financier pour le démarrage d'activités économiques › Développement de compétences › Réseautage 	Sénégalais établis en Espagne	Migrants
Fonds de Financement de la Formation professionnelle et technique (3FPT)	<ul style="list-style-type: none"> › Financement de bons de Formation professionnelle et technique › Accompagner les acteurs de la formation professionnelle et technique 	Toute l'étendue du territoire	Toute personne de nationalité sénégalaise
Coordination sous régionale des organisations de la société civile pour la Paix en Casamance – (COSPAC)	<ul style="list-style-type: none"> › Consolidation de la paix › Coordination › Assistance › Droits Humains 	Sénégal, Guinée-Bissau, Gambie	Acteurs dans les pays concernés
Dynamique de Paix en Casamance (DPC)	<ul style="list-style-type: none"> › Consolidation de la paix › Sécurité › Renforcement de capacité › Plaidoyer › Droits humains 	Sénégal, Guinée-Bissau, Gambie, Guinée-Conakry, Côte d'Ivoire	Jeunes, femmes et tout le reste de la population

Acteurs	Services fournis	Zones intervention	Cibles
Association Sénégalaise d'Appui à la Décentralisation et aux Initiatives Citoyennes (ASADIC-TAATAAN) contact@taataan.sn Tél. : 33 870 54 54	<ul style="list-style-type: none"> › Appui à la politique de décentralisation et de développement local › Promotion de la démocratie locale et la participation citoyenne › Appui au développement d'initiatives locales d'insertion socio-économique 	L'Association Taataan intervient sur l'étendue du territoire national	Jeunes, migrants et élus locaux et acteurs territoriaux
Délégation Générale à l'Entreprenariat Rapide des Femmes et des Jeunes - DERFJ Tél. : 800 00 40 41 contact@der.sn	<ul style="list-style-type: none"> › Formalisation › Financement › Formation 	Tout l'étendue du territoire	Jeunes et Femmes Diaspora
SENEGAL SERVICES Tél. : 33 856 69 69	<ul style="list-style-type: none"> › Faciliter l'accès aux Services publics par la dématérialisation des procédures administratives › Accompagner les porteurs de projets et développer les potentialités locales à travers un volet Incubation › Mettre à la disposition des citoyens des espaces de formation afin de renforcer leurs capacités dans les domaines de la santé, de la prévention, des métiers du digital › Renforcer les liens et l'échange entre l'administration et les citoyens › Mais aussi développer des services digitaux (à valeur ajoutée) en partenariat avec le secteur privé 	Toute l'étendue du territoire	Toute personne de nationalité sénégalaise
GRDR Migration, Citoyenneté et Développement Tél. : 33 991 27 82 ziguinchor@grdr.org	<ul style="list-style-type: none"> › Diagnostic des filières accessibles › Renforcement de capacités Création du guide de l'entrepreneur › Élaboration d'atlas du développement › Mise en relation avec les structures d'appui (chambres consulaires, ONG techniques, agences étatiques d'appui) 	Dakar, Matam, Ziguinchor, Bakel	Enfants, jeunes et femmes
COSPE – Cooperazione per lo Sviluppo dei Paesi Emergenti Coopération pour le développement des pays émergents (COSPE) SENEGAL@COSPE.ORG	<ul style="list-style-type: none"> › Formation professionnelle à pour consolider l'employabilité et accroître les possibilités d'insertion professionnelle 	Ziguinchor, Dakar, Kédougou	Toute la population
Enda Prospectives Dialogues Politiques (Enda Diapol)	<ul style="list-style-type: none"> › La mise en œuvre des Centres d'Accompagnement pour l'Insertion et la Réinsertion des Migrants Africains (CARIMA), › Retour et réintégration des migrants › Investissement productif 	Dakar, Niomré, Richard Toll, Vélingara, Ziguinchor, Louga	Toute la population et cible migrant

Acteurs	Services fournis	Zones intervention	Cibles
Projet Gouvernance, Migration et Développement « GMD »	<ul style="list-style-type: none"> › Accueillir, Informer, Orienter, Accompagner, › Suivre les Migrants de Retour, les potentiels Migrants (Jeunes – Femmes) dans le cadre de leurs besoins en investissement productif, en formation, en documents administratifs. 	14 Régions & 45 Départements du Sénégal	Migrants de Retour / Potentiels Migrants / Associations & Groupement de Migrants de Retour, Organisations sociétés Civiles ...
Centre sénégalo-allemand d'Information pour l'Emploi, la Migration et la Réintégration (CSAEM) Tél. : 33 825 87 21 senegalo-allemand@giz.de	<ul style="list-style-type: none"> › Financement › Formation › Appui à l'entrepreneuriat › Insertion Professionnelle 	Fatick, Diourbel, Kaffrine, Kaolack, Louga, Sédhiou, Thiès et Ziguinchor	Jeunes ruraux âgés de 15 à 35 ans issus d'exploitations familiales et des ménages à faibles revenus Jeunes agripreneurs en activité agro-sylvo-pastorale et halieutique Jeunes ruraux apprentis, orphelins, handicapés vivant dans des familles ou centres d'accueil spécifiques
Agence de Développement Local (ADL) Tél. : 33 869 30 90	<ul style="list-style-type: none"> › Promotion du territoire, dynamisation de l'économie › Assistance technique aux entreprises › Formation à l'entrepreneuriat 	Toutes les régions du Sénégal	Toute la population
La Croix Rouge Sénégalaise crs.cdkolda@hotmail.fr	<ul style="list-style-type: none"> › Pour certains nous les aidons avec notre service RLF (rétablissement des liens familiaux) en vue de retrouver leur famille d'origine. 	Toutes les 14 régions du Sénégal	Migrants, jeunes et reste de la population
FASER (fédération des associations des sénégalais de l'extérieur et de retour) faserinfos@gmail.com Tél. : 33 862 13 57	<ul style="list-style-type: none"> › Protection des droits des migrants et de leurs familles › Orientation › Accompagnement 	Toutes les 14 régions du Sénégal	Émigrés de retour, jeunes (potentiels migrants) et femmes
La Joie des Orphelins – La alegría de Los Huérfanos – Kolda diasambaditsamaro@yahoo.fr	<ul style="list-style-type: none"> › Centre d'accueil, d'écoute, d'orientation et de transit pour migrants et enfants en situation de vulnérabilité. 	Kolda – Sédhiou - Ziguinchor	Migrantes et migrants de retours, Jeunes en potentiel migration, Enfants orphelins, Enfants vulnérables

Acteurs	Services fournis	Zones intervention	Cibles
Office Français de l'Immigration et de l'Intégration (OFII) ofiisenegal@ofii.fr Tél. : 33 821.08.42	<ul style="list-style-type: none"> › Accompagnement social et économique des retournés sénégalais à travers l'emploi ou la création d'entreprise 	Toute l'étendue du territoire nationale	Les ressortissants étrangers en situation irrégulière justifiant d'au moins 6 mois de présence en France . Les ressortissants étrangers en fin de séjour régulier ayant séjourné au minimum 6 mois en France (jeunes diplômés, jeunes professionnels 18/34 ans et volontaires du service civique).
Coopi-Cooperazione Internazionale (COOPI) program.westafrica@coopi.org Tél. : 33 824 69 05	COOPI apporte depuis 2013 une réponse adaptée ciblant les communautés locales affectées par le conflit ainsi que les populations déplacées et les flux migratoires mixtes.	Tambacounda, Kaolack, Kolda	Migrants de retour, Sénégalais de la diaspora, mineurs non accompagnés
Association des journalistes en migration (AJM)	<ul style="list-style-type: none"> › Migration › Sécurité › Formation › Communication/Sensibilisation › Investigation sur la migration 	Sur toute l'étendue du territoire	Populations, journalistes, jeunes, acteurs et décideurs
Association Régionale des migrants de retour de Kédougou (ARMIR)	<ul style="list-style-type: none"> › Cadre de partage d'expérience › Appui/conseil/encadrement › Développement d'AGR › Formation et accompagnement des membres 	Kédougou	Migrants de retour
Association Régionale des migrants de retour de Ziguinchor (ARMIR)	<ul style="list-style-type: none"> › Cadre de partage d'expérience › Appui/conseil/encadrement › Développement d'AGR › Formation et accompagnement des membres 	Ziguinchor	Migrants de retour
Association Régionale des migrants de retour de Dakar (ARMIR)	<ul style="list-style-type: none"> › Cadre de partage d'expérience › Appui/conseil/encadrement › Développement d'AGR › Formation et accompagnement des membres 	Dakar	Migrants de retour
Association des radios communautaires de Kédougou (ARCK)	<ul style="list-style-type: none"> › Sensibilisation/émissions › Jeunesse › Migration › Environnement › VGB › Développement 	Kédougou	Toute la population

Acteurs	Services fournis	Zones intervention	Cibles
ONG la lumière Tél. : 77 522 86 13	<ul style="list-style-type: none"> › Appui à la protection sociale › Centre d'accueil › Prise en charge des victimes de trafic et d'exploitation sexuelle › Education/formation/réinsertion › Retour en famille 	Kédougou, Tambacounda, Kolda	Filles, femmes, enfants hors école
Plateforme des femmes en Casamance	<ul style="list-style-type: none"> › Résolution des conflits › Communication (plaidoyer, sensibilisation) › Mobilisation sociale › Promotion du leadership › Renforcement de capacité des femmes 	Ziguinchor, Sédhiou et Kolda	Femmes et enfants
Agence nationale pour la relance des activités économiques et sociales en Casamance (ANRAC) Tél. : 33 860 31 55 anrac@sentoo.sn	<ul style="list-style-type: none"> › Démonage › Retour des populations déplacées en Casamance. › Paix et sécurité › Réinsertion des populations › Assistance technique pour la réalisation des périmètres maraîchers indispensables à leur survie économique › Construction des infrastructures sociales de base › Activités génératrices de revenus 	Ziguinchor, Sédhiou, Kolda	Toutes les populations victimes du conflit casamançais
FAP (Futur au Présent)	<ul style="list-style-type: none"> › Education › Formation des jeunes › Justice climatique › Protection des migrants mineurs › Protection des enfants › Recherche 	Elle intervient dans les principales villes et régions du Sénégal, et en particulier à Ziguinchor, capitale de la Casamance.	Enfants, jeunes, Femmes

Les acteurs présentés dans ce tableau fournissent différents services pour les cibles même si nous pouvons noter que d'autres dispositifs existent mais ne figurent pas dans ce tableau. Ainsi, l'analyse des différentes interventions des organisations recensées permet de regrouper les types de services offerts.

Les types de services offerts

- › **La formation** vise à outiller le migrant dans le but de l'accompagner sur le plan social et économique pour réussir sa réintégration, dérouler son projet ou pour être plus compétitif sur le marché du travail. La formation fait partie des offres des différents dispositifs présents mais des organisations comme 3FPT qui ont une dimension nationale, accompagne la formation des jeunes, migrants de retour et de la diaspora et exceptionnellement pour des personnes déplacées, immigrants et réfugiés. Ces dernières sont souvent prises en charge par des organisations dédiées comme l'OIM, le HCR, la Croix Rouge, les ONG locales et autres services étatiques de base.
- › **Assistance médicale** pour les cibles parce que les migrants peuvent être confrontés à des difficultés, en particulier s'ils sont en situation irrégulière ou sans papiers, ou en déplacement forcé. Il s'agit donc de garantir l'accès aux migrants aux services de santé préventifs, curatifs et palliatifs. Pour offrir une assistance médicale et garantir l'accès aux soins de santé des bénéficiaires en situation de vulnérabilité, les migrants peuvent être orientés soit par des personnes ressources (Responsables d'associations, acteurs locaux) informés, soit par des dispositifs ou organisations non habilités dans ce domaine vers des structures médicales dédiées.
- › **Financement** des projets des migrants ou de la diaspora est important pour permettre une réintégration durable mais il est important d'être plus inclusif avec les autres catégories de migrants pour mettre en place ou développer leurs projets. Des dispositifs de financements existent mais il y a souvent de critères d'âge, de secteurs d'activités ou de profils ciblés
- › **Education des enfants** des personnes en mobilité adaptées aux familles de migrants et déplacées est nécessaire afin de permettre aux enfants, d'être intégrés et d'avoir accès au marché du travail. Les élèves issus de l'immigration rencontrent des difficultés d'adaptation au nouvel environnement d'apprentissage et parfois ne sont pas pris en charge par des organisations particulières.
- › **Appui psychosocial** est important pour les migrants et particulièrement ceux qui sont en situation de vulnérabilité. La réussite d'une réintégration ou d'une intégration passe par un appui psychosocial.
- › **Logement/Construction** : l'accès au logement, au foncier est une question qui préoccupe les migrants. Les programmes ou politiques de logement doivent intégrer les catégories de migrants. Pour les personnes déplacées, la construction et l'habitat sont aussi des conditions nécessaires pour une réinstallation réussie.
- › **Etat civil/Documents administratifs** : la déclaration à l'état civil est un sérieux problème pour une catégorie de populations mais les personnes déplacées et les migrants sont concernés par ce problème. Nous notons aussi de plus en plus que l'apatridie prend des proportions importantes. De même, le besoin de cartes nationale d'identité, de passeports est réel et des demandes régulièrement formulées par les migrants.
- › **Aide juridique/Linguistique** sont des services fortement demandés par les migrants et les organisations de la société civile doivent davantage se positionner pour satisfaire les besoins pour faciliter l'intégration et un meilleur cadre de vie.
- › **Protection sociale** : Les systèmes de protection sociale aident les individus et leurs familles, et plus particulièrement les ménages pauvres et vulnérables, à affronter les crises et les chocs, à investir dans la santé et l'éducation de leurs enfants et protéger ceux qui vieillissent. Il faut noter que les politiques pour une couverture maladie universelle, d'octroi de bourses familiales à des catégories de ménages au Sénégal avec les mutuelles de santé permettent d'accéder aux soins de santé et d'avoir une certaine sécurité sociale. Les initiatives en faveur des migrants et personnes déplacées doivent être multipliées pour permettre une meilleure protection sociale des migrants et de leurs familles.

Certains services présentés sont offerts par les acteurs étatiques et non étatiques qui peuvent être présents au niveau national c'est-à-dire sur toute l'étendue du territoire ou au niveau local avec l'option de certaines organisations internationales de subventionner des Organisations de la Société Civile au niveau territorial. Ainsi, différentes catégories d'acteurs sont identifiées.

Les catégories d'acteurs identifiés dans les régions cibles

- › **Les services régionaux et ONG/associations/ Dispositifs locaux** sont, soit des services décentralisés de l'Etat, soit des ONG nationaux ou locales/dispositifs nationaux déployés au niveau régional ou communal pour mener les missions propres à l'organisation. Les associations qui interviennent aussi au niveau local sont dans ce groupe mais bénéficient souvent de financements de Directions nationales, d'organisations internationales ou d'ONG nationales.
- › **Les Directions nationales et Agences/ Dispositifs nationaux** proposent des services publics ou dédiés à des cibles et concernent des services gouvernementaux, agences étatiques ou des structures qui déploient leurs services sur le territoire sénégalais. Elles peuvent avoir des missions de formation (3FPT, ONFP.), de financements (FAISE, DER, FONGIP, FONSI, BNDE), d'accompagnement à l'Investissement et à l'Entrepreneuriat (APIX, ADEPME, ANIDA,

PRODAC ...). Il peut s'agir aussi d'Organisations Non Gouvernementales, bénéficiaires de financements de partenaires internationaux et qui interviennent sur toute l'étendue du territoire ou dans certaines régions. Elles peuvent être positionnées dans la fourniture de plusieurs services.

- › **Les Organisations internationales** sont dotées souvent de moyens (financiers et techniques) plus importants et peuvent mobiliser de financements pour une intervention sur tout le territoire national et même dans d'autres pays. Elles peuvent se déployer comme projets ou sous-traiter avec des ONG ou associations au niveau territorial. Elles sont parfois spécialisées sur une cible ou une catégorie de cibles en offrant des services divers (formation, financement, appui psychosocial, réinsertion, appui-conseils, etc...). Nous pouvons citer l'OIM, le HCR, le CICR, FKA, ONG VIS, les services de coopération comme GIZ, AECID, OFII,

La présentation des acteurs et des services disponibles permet d'avoir un état des lieux sur le niveau de couverture des services par catégorie de migrants ou personnes déplacées par région. La cartographie des acteurs a permis donc de relever les services fournis et de mesurer le gap qui peut exister. Ainsi, chaque service est matérialisé par une couleur s'il est disponible pour le type de migrant ou de personnes déplacées.

Tableau récapitulatif des services offerts aux cibles par region - Ziguinchor



































	Migrants de retour/Diaspora	Personnes déplacées	Immigrants	Réfugiés
Formation				
Financement				
Assistance médicale				
Education des enfants				
Appui psychosocial				
Logement/ construction				
Etat civil/Documents administratifs				
Aide juridique/Linguistique				
Protection sociale				

Tableau récapitulatif des services offerts aux cibles par region - Kédougou

	Migrants de retour/Diaspora	Personnes déplacées	Immigrants	Réfugiés
Formation				
Financement				
Assistance médicale				
Education des enfants				
Appui psychosocial				
Logement/ construction				
Etat civil/Documents administratifs				
Aide juridique/Linguistique				
Protection sociale				

Legende :










-  Formation
-  Financement
-  Assistance médicale
-  Education des enfants
-  Appui psychosocial
-  Logement/construction
-  Etat Civil
-  Aide juridique/linguistique
-  Protection sociale

Tableau récapitulatif des services offerts aux cibles par region - Dakar

	Migrants de retour/Diaspora	Personnes déplacées	Immigrants	Réfugiés
Formation	■	■		
Financement	■	■		
Assistance médicale	■	■	■	■
Education des enfants	■			■
Appui psychosocial	■			■
Logement/ construction	■			
Etat civil/Documents administratifs	■	■		■
Aide juridique/Linguistique	■		■	■
Protection sociale		■		

Legende :

- Formation ■ Financement ■ Assistance médicale ■ Education des enfants ■ Appui psychosocial
- Logement/construction ■ Etat Civil ■ Aide juridique/linguistique ■ Protection sociale

2.2. Les catégories de migrants, les profils et leur expérience

Du 21 août au 1^{er} septembre 2023, une collecte de données a été réalisée dans les trois régions cibles. Trois catégories ont été enquêtées. Il s'agit des migrants de retour, les personnes déplacées et les immigrants. Il faut noter que pour la dernière catégorie, elle se compose de migrants étrangers, et de réfugiés.

Au total 46 migrants ont été enquêtés, ce qui fait un migrant de plus que les 45 prévus. Les migrants de

retour sont au nombre de 18 donc 8 à Dakar, 5 à Ziguinchor et 5 à Kédougou. Pour ce qui concerne les personnes déplacées, un total de 12 individus ont été enquêtés dont 7 à Ziguinchor et 5 à Kédougou. Pour la dernière catégorie qui concerne les immigrants 16 individus ont été enquêtés dont 12 migrants étrangers 4 réfugiés. La répartition par zone montre que Dakar compte 7 immigrants dont 4 réfugiés, Ziguinchor enregistre 3 immigrants alors que pour Kédougou, 6 ont été enquêtés.

Tableau 3. Répartition des migrants enquêtés par type et par région

Région	Migrant de retour	Personnes déplacées	Immigrants	Total
Dakar	8	0	7	15
Ziguinchor	5	7	3	15
Kédougou	5	5	6	16
Total	18	12	16	46

2.2.1. Migrants de retour

Contexte

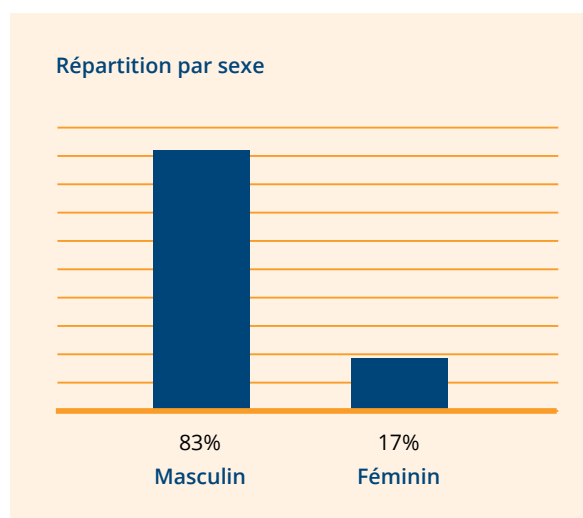
Les enquêtes ont été menées, par Caldhis auprès de 18 migrants de retour qui se sont installés dans les régions de Dakar, Kédougou et Ziguinchor dans le cadre du projet Migration de la FKA.

Profil des migrants de retour

Les migrants de retour, répondants à l'enquête sont tous de nationalité sénégalaise, majoritairement masculins (82 %), avec un âge moyen de 40 ans. Ils résident dans les régions de Dakar (44%), de Kédougou (27%) et de Ziguinchor (27%).

Ils sont revenus de divers pays, principalement d'Europe (France, Italie, Espagne, Belgique) et d'Afrique du Nord (Maroc, Libye, Algérie), après avoir passé entre moins d'un an et plus de trois ans à l'étranger. Pour l'essentiel des migrants de retour enquêtés, 83% sont de sexe masculin.

Graphique 3. Répartition des migrants de retour par sexe



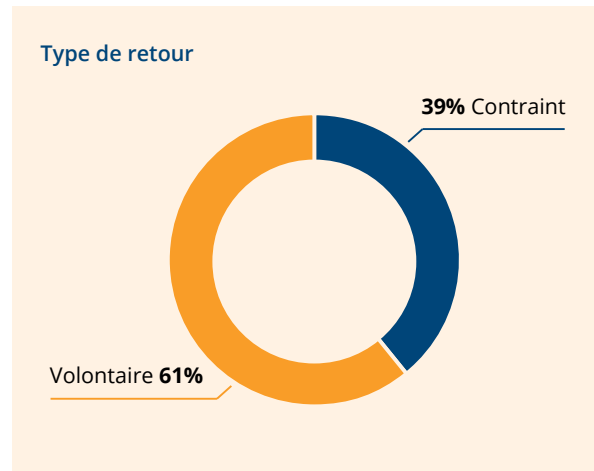
La plupart des migrants sont revenus volontairement (61%). Les principales raisons de leur retour ont été le rapprochement familial (33 %), la réalisation de leurs projets avec les opportunités économiques (16 %), l'amélioration des conditions de vie (11 %), la fin du contrat à l'étranger (6 %), ou d'autres raisons telles que le retour forcé, la pression familiale, l'accident ou la décision personnelle.

Expériences et Attentes

Les répondants ont exprimé des sentiments et des attentes différents avant et après leur retour. Certains étaient heureux de retrouver leur famille, tandis que d'autres étaient déçus ou en colère en raison des difficultés rencontrées à l'étranger ou au retour. Les expériences des migrants comprenaient à la fois des retours volontaires et contraints, ainsi que des expériences positives et négatives en termes de travail, de vie sociale et d'intégration. Notons que 67% des migrants de retour enquêtés ont pu acquérir des compétences ou expériences à l'étranger et 11% en connaissances linguistiques.

Le niveau de compétences professionnelles et de qualifications varie également parmi les répondants. La plupart des migrants affirment avoir créé des liens sociaux (72%) après leur retour.

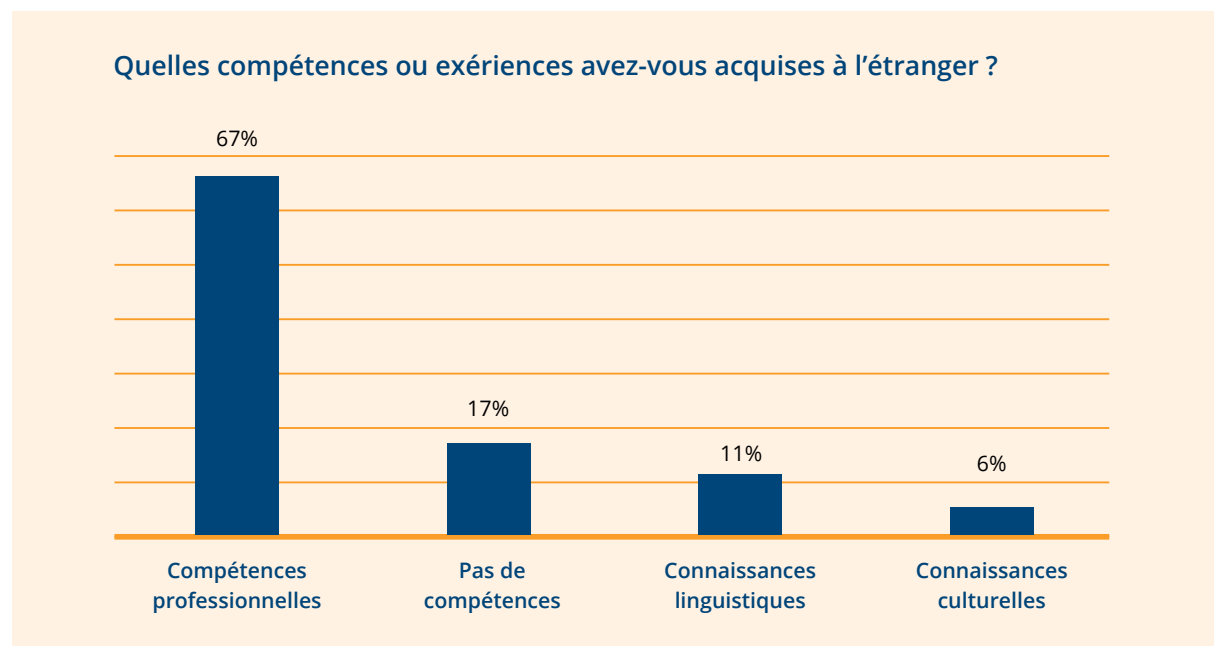
Graphique 4. Type de retour des migrants de retour



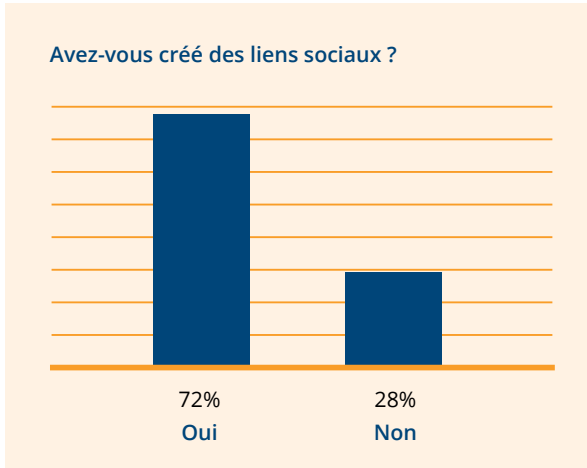
Évaluation de la Réintégration et des Opportunités

Les répondants ont évalué les opportunités économiques dans leur région d'origine comme meilleures (50 %) à celles qu'ils avaient à l'étranger. Le processus de réintégration a été considéré comme réussi (44 %), difficile (35,29 %) ou en cours (17,65 %). Un total de neuf répondants (50 %) ont bénéficié de programmes d'assistance à la réintégration, principalement de l'Organisation internationale pour les

Graphique 5. Compétences et expériences acquises par les migrants de retour



Graphique 6. Liens sociaux par les migrants de retour



migrations (OIM) ou de Caritas Dakar. Les répondants ont également évalué le rôle des migrants de retour dans le développement local comme très positif (38 %), positif (22 %), neutre (22 %) ou négatif (11 %). Les mesures mises en place pour faciliter la réintégration des migrants de retour dans la région sont évaluées comme efficaces par 28% des migrants, peu efficaces par 28% et pas du tout efficaces 33%. Les mesures de réintégration

peuvent être des politiques publiques, des initiatives locales, des programmes d'accompagnement ou des actions de sensibilisation.

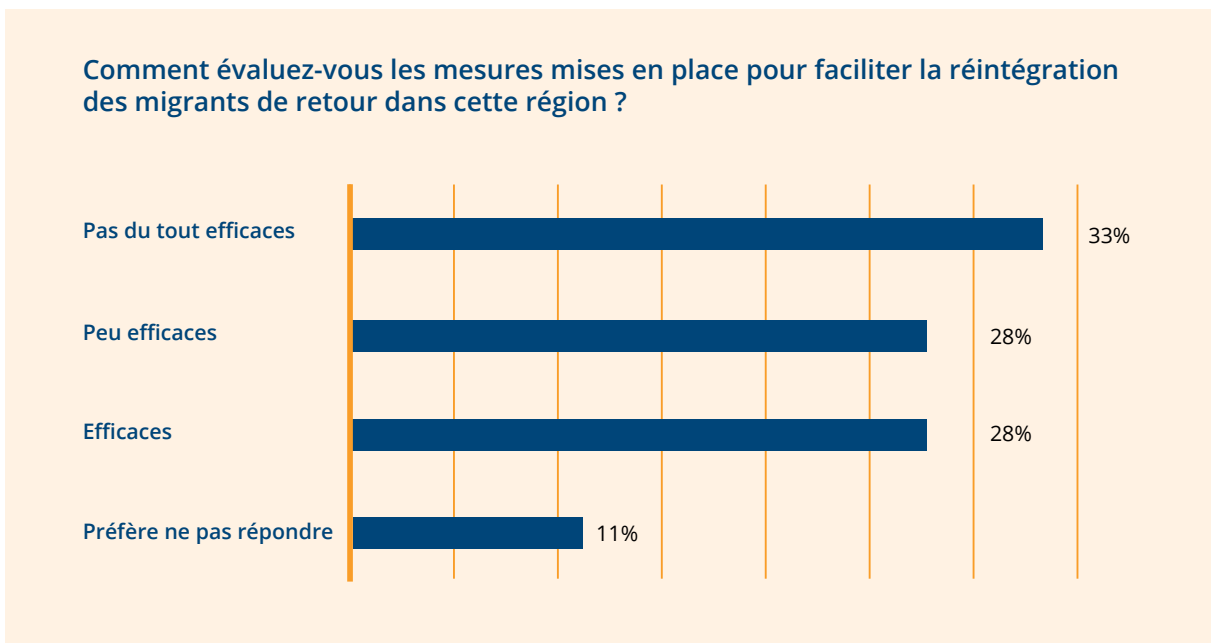
Défis et Attentes en Matière de Soutien

Le rapport souligne que les répondants ont rencontré des défis significatifs, notamment la recherche d'un emploi décent et stable, l'accès à un soutien financier pour l'entrepreneuriat, la pression familiale et sociale, la désillusion et les frustrations liées aux promesses non tenues, ainsi que l'adaptation à l'environnement et à l'économie.

La plupart des migrants ont l'intention de rester dans leur région à long terme après leur retour. Ils perçoivent le rôle des migrants de retour dans le développement économique et social de leur région comme positif ou très positif.

Ils retiennent des aspects positifs de leur expérience à l'étranger et de leur retour, tels que le développement personnel, le partage d'expérience, la découverte d'autres modes de vie, le rapprochement familial ou la contribution au développement local par leurs compétences.

Graphique 7. Mesures pour la réintégration des migrants



Attentes en Matière de Politiques et d'Initiatives de Soutien

Les attentes des répondants vis-à-vis des politiques et des initiatives de soutien aux migrants de retour dans la région incluent le soutien financier pour l'entrepreneuriat, l'aide à la recherche d'emploi, les programmes de formation professionnelle, la reconnaissance des compétences acquises à l'étranger, l'accès à des services sociaux, l'élevage et l'agriculture, l'implication des jeunes et des migrants dans les décisions les concernant, l'accompagnement des migrants de retour, la valorisation de l'expérience professionnelle des migrants de retour, la prise en compte des besoins individuels de chaque migrant de retour, et l'approche participative pour l'élaboration de politiques publiques adaptées.

2.2.2. Personnes déplacées internes

Un questionnaire qui a été administré à 12 personnes déplacées internes résidant dans les régions de Dakar, Ziguinchor et Kédougou avec comme objectif principal de recueillir des informations essentielles sur leur situation actuelle, leurs besoins, leurs attentes et leurs suggestions.

Profil des personnes déplacées internes

L'enquête menée dans les trois régions a ciblé des personnes adultes alors que les personnes déplacées peuvent concerner des familles entières avec

des femmes et des enfants. Les contraintes de temps et d'accessibilité n'ont pas permis de rencontrer les différentes cibles mais nous avons pu interroger des personnes déplacées internes causées soit par le conflit armé soit par la réalisation d'ouvrages ou d'utilité publique.

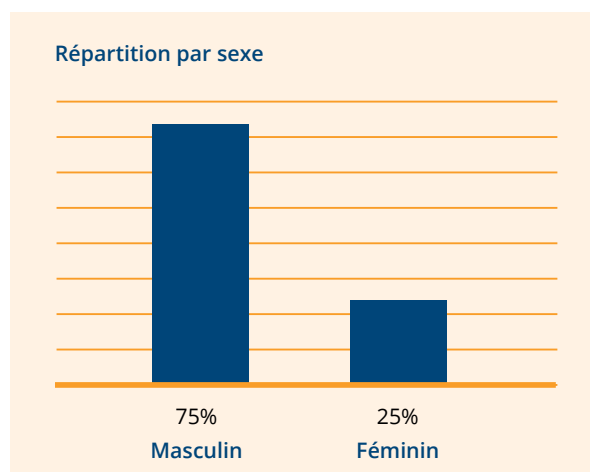
Selon les résultats de l'enquête, on peut constater que dans la répartition des répondants par sexe, les hommes sont largement majoritaires, avec 9 sur 12, soit 75%. Les femmes ne représentent que 25% des répondants. La moyenne d'âge est de 43,83 ans, la médiane est de 48 ans, le mode est de 49 ans et l'écart-type est de 15,62 ans. Cela indique que les répondants sont plutôt âgés et que la dispersion des âges est assez élevée. Ils sont originaires de différentes régions du Sénégal, principalement de Sambangalou (Bakel) et de Kédougou.

Les répondants résident principalement dans les régions de Ziguinchor avec 58% et de Kédougou avec 41%. Ces individus sont déplacés depuis plus de trois ans dans ces deux régions, ayant auparavant des occupations principalement axées sur l'agriculture et l'élevage.

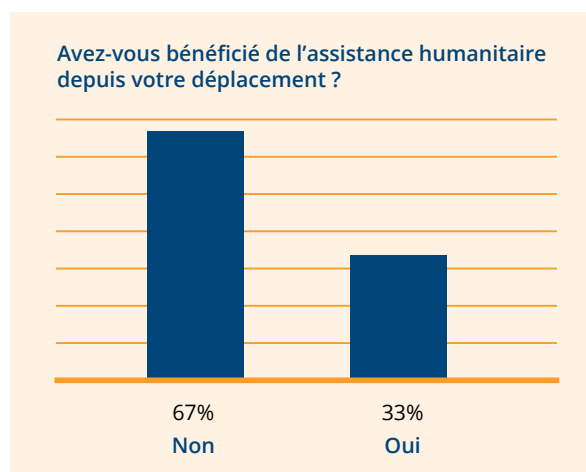
Expériences des personnes déplacées

Les résultats mettent en évidence les expériences douloureuses, difficiles et incertaines, vécues par les personnes déplacées. Ces expériences ont été marquées par la perte de leurs terres, de leurs biens, de

Graphique 8. Répartition par sexe des personnes déplacées internes



Graphique 9. Bénéficiaires de l'assistance humanitaire



leurs souvenirs et parfois même de leurs proches. Parmi leurs préoccupations majeures, on retrouve le logement, la nourriture, la sécurité, l'emploi, l'éducation et les soins médicaux. Cependant, elles ont eu un accès limité à l'assistance humanitaire et ont exprimé un niveau de soutien mitigé de la part de la communauté locale.

La majorité des répondants, soit 66% n'ont pas bénéficié de l'assistance humanitaire. Seuls 33% répondants ont affirmé avoir reçu de l'aide. Le niveau de soutien de la communauté locale est perçu par les déplacés comme neutre (50%) ou défavorable (50%).

Besoins et attentes

Les besoins des personnes déplacées sont clairement identifiés, notamment en ce qui concerne le logement, la nourriture, l'éducation et les soins médicaux. De plus, elles ont des attentes concernant les politiques et les initiatives de soutien aux personnes déplacées, telles que l'intégration, l'indemnisation, l'octroi de terres, la déclaration à l'état civil, la réhabilitation des infrastructures et de bénéficier de prestations des services de base.

Perspectives d'avenir

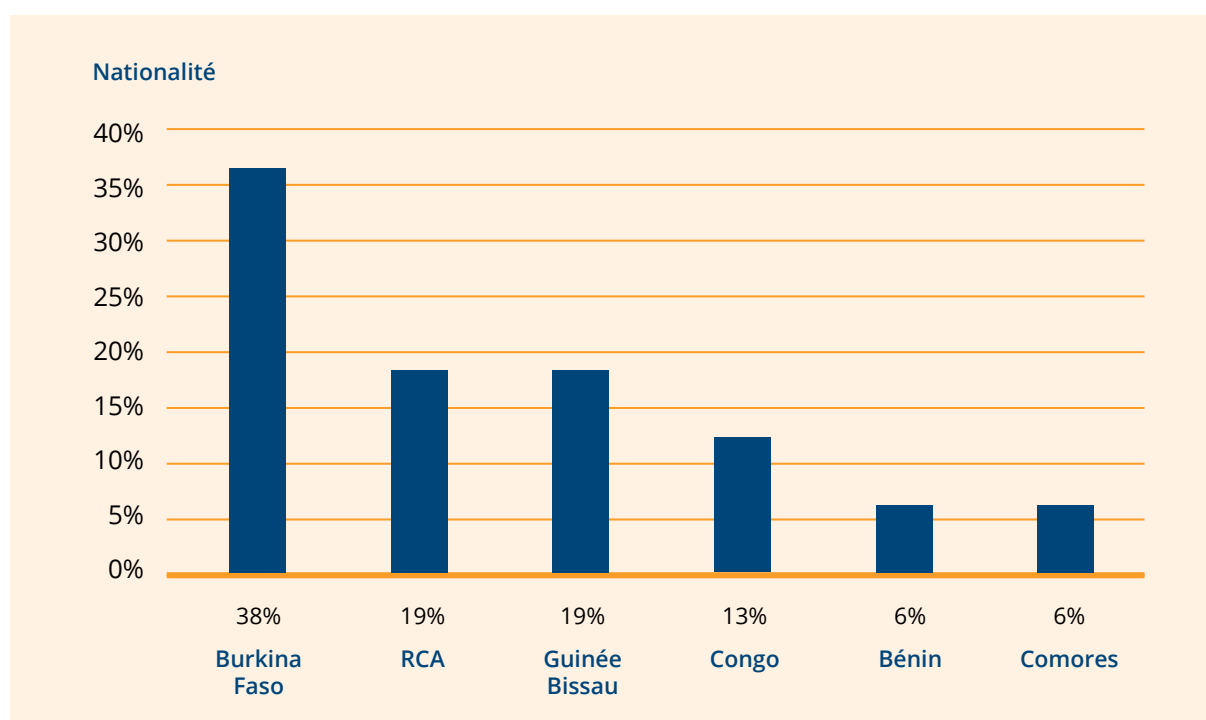
En ce qui concerne leur avenir, les personnes déplacées envisagent diverses options. Certaines souhaitent retourner dans leur région d'origine dès que possible, tandis que d'autres aspirent à une intégration durable dans leur nouvelle région d'accueil. Il y a aussi ceux qui cherchent une solution définitive ou un lieu où ils pourront disposer d'un terrain à leur nom. Par ailleurs, elles ont participé activement à diverses activités ou projets au sein de la communauté locale depuis leur déplacement, notamment des activités culturelles, religieuses, économiques et sociales.

2.2.3. Immigrants

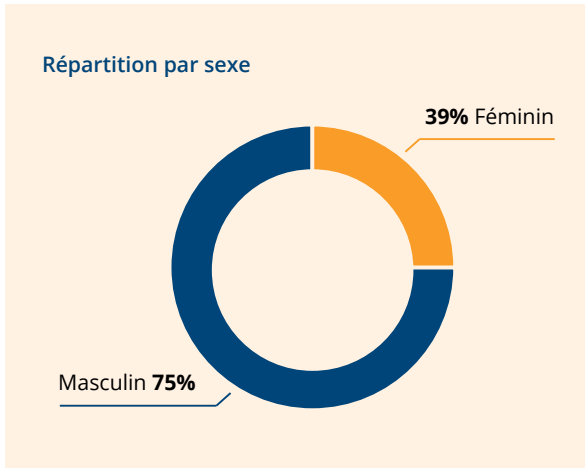
Profil des Répondants

Le groupe de répondants est composé de 16 immigrants, essentiellement des hommes (75%) originaires de divers pays africains, notamment le Burkina Faso, la République centrafricaine (RCA), la Guinée-Bissau, le Bénin, les Comores et le Congo. La majorité des répondants sont des hommes (75%) âgés en moyenne de 32 ans. Ils résident principalement dans

Graphique 10. Pays de provenance des immigrants interrogés



Graphique 11. Répartition par sexe des Immigrants



la région de Dakar. La communauté guinéenne à Dakar étant la première communauté étrangère au Sénégal mais nous avons eu des réticences, raison pour laquelle, ils ne sont pas interrogés.

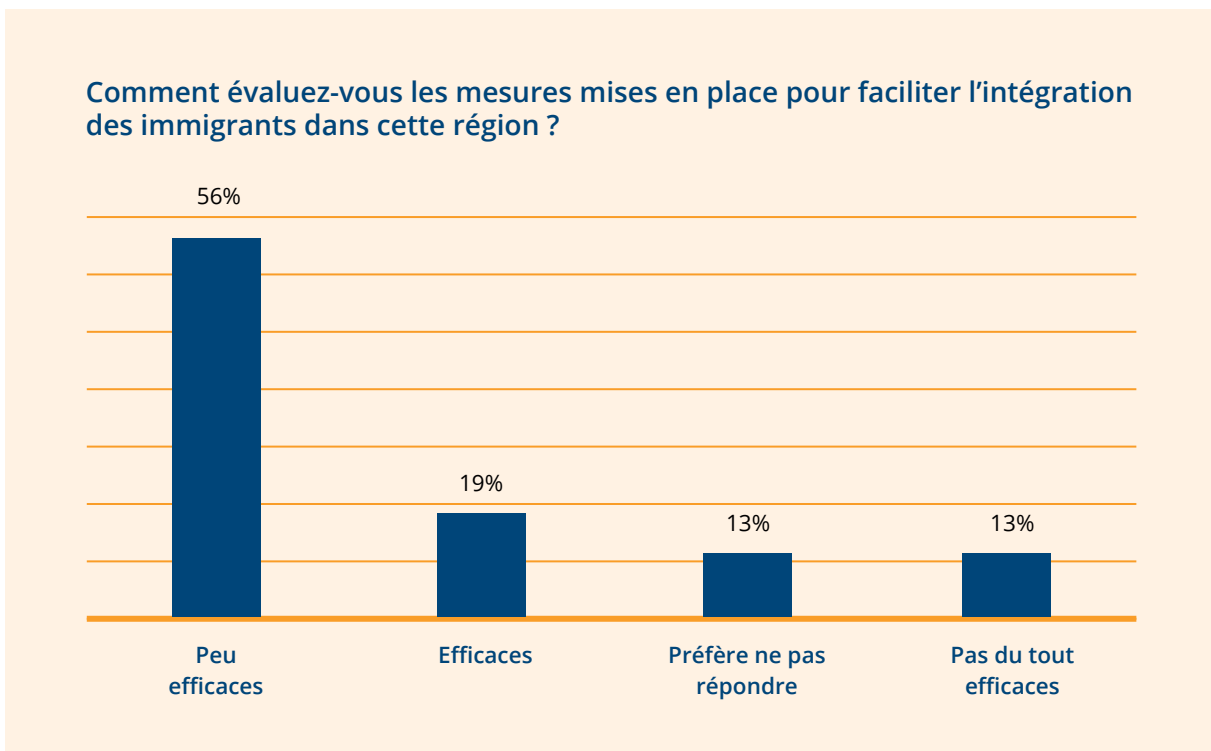
Motivations et Expériences d'Immigration

Les immigrants ont principalement émigré dans la région en quête d'opportunités économiques (68 %) ou pour fuir les conflits dans leur pays d'origine (18 %). Ils ont apporté avec eux un éventail de compétences et d'expériences, notamment dans le commerce, l'élevage, le football, la comptabilité, la cuisine et l'informatique. La majorité a été bien accueillie par la communauté locale (75 %) et s'est intégrée partiellement ou très bien dans la société locale (92,86 %). Cependant, ils ont rencontré des difficultés d'adaptation liées à la langue, à l'alimentation, au climat, à la culture ou à la religion.

Opportunités et Défis

Les immigrants estiment que les opportunités économiques dans les régions cibles sont meilleures (75 %) que celles de leur pays d'origine. Ils ont des attentes positives concernant leur expérience d'immigration en termes d'emploi, de qualité de vie et d'intégration. Néanmoins, ils ont rencontré des obstacles pour accéder aux services de base tels que l'éducation, la santé et le logement (43 %). Ils ont également fait

Graphique 12. Mesures pour l'intégration des immigrants



l'expérience de la discrimination ou de l'exclusion en tant qu'étrangers (43 %), notamment lors de contrôles policiers ou de stigmatisations.

Les immigrants estiment avoir une influence positive sur le développement économique et social de la région (68 %). Cependant, ils considèrent les mesures d'intégration mises en place comme peu efficaces ou pas du tout efficaces (50 %). La plupart des immigrants envisagent de rester dans la région à long terme (68 %).

Les immigrants ont formulé des suggestions pour améliorer leur situation dans les régions. Ces suggestions incluent le renforcement de l'aide et de l'assistance aux réfugiés ou demandeurs d'asile, la facilitation de l'accès à l'emploi et à la formation, la reconnaissance des qualifications étrangères, la décentralisation des structures d'accompagnement, le traitement égalitaire des étrangers et des Sénégalais, l'amélioration de la sécurité et le dialogue avec les autorités.

Recommandations Spécifiques pour les cibles selon son Pays d'Origine

- › **Burkina Faso** : Renforcer la sécurité et la protection des immigrants face aux contrôles policiers et à la stigmatisation, ainsi que faciliter la reconnaissance de leurs qualifications professionnelles et de leurs documents administratifs.
- › **RCA** : Fournir une aide et une assistance adaptées au statut de réfugié, notamment en matière d'accès à l'éducation, à la santé, au logement et à l'emploi, tout en favorisant le contact avec les familles restées dans leur pays d'origine.
- › **Guinée-Bissau** : Offrir des programmes d'intégration linguistique et culturelle, ainsi que des opportunités de formation et d'emploi dans les domaines du commerce, de l'élevage et de l'exploitation minière.
- › **Bénin** : Garantir une meilleure protection contre le racisme et la discrimination, tout en facilitant l'accès à un logement décent et à un travail correspondant à leur formation.
- › **Comores** : Permettre la poursuite des études dans des conditions optimales et proposer des activités génératrices de revenus dans les secteurs de la restauration ou du tourisme.
- › **Congo** : Donner accès aux services de base tels que l'éducation, la santé et le logement, tout en offrant des possibilités d'insertion professionnelle dans les domaines du football, de la comptabilité ou de l'informatique.

3

Analyse de la migration dans les régions cibles : défis et opportunités

Chapitre 3

Dans un contexte de recrudescence de la migration irrégulière, le Sénégal fait face à la transformation des dynamiques migratoires avec de nombreux défis aussi bien au niveau national que dans les territoires. Cependant, il est important de noter que la migration a un impact réel sur les familles sénégalaises, les communautés d'origine des migrants et les régions d'origine. S'agissant des immigrés au Sénégal pour causes économique, sécuritaire ou politique, une analyse est aussi nécessaire afin de relever les défis et opportunités, en faisant référence aux régions déjà ciblées. Ainsi s'agira-t-il d'analyser l'impact des émigrés et immigrés dans les régions cibles, sans oublier la migration interne, en tenant compte des personnes déplacées et des réfugiés.

3.1. Opportunités offertes par l'émigration

La migration offre aux pays d'origine comme le Sénégal de nombreuses opportunités avec des transferts de fonds de migrants et des transferts de compétences, permettant de réaliser des investissements pouvant impacter l'économie nationale, s'ils sont orientés dans des secteurs porteurs de croissance.

La réalisation d'infrastructures de base et de forages par la diaspora a eu des impacts sur l'éducation et la santé dans des collectivités territoriales d'origine des migrants et participent, par la même occasion, à l'atteinte des objectifs de développement durable.

Les résultats du programme d'appui aux initiatives de solidarité et de développement (PAISD)¹⁹ ont montré quelques impacts de l'appui de la diaspora sénégalaise au développement local de leurs régions d'origine.

Près de 192 infrastructures socio-économiques portées par des associations de ressortissants,

accompagnées et financées pour un montant de 15 milliards de Francs CFA dont 5 milliards FCFA mobilisés par la diaspora et leurs partenaires dans des secteurs stratégiques comme Education-Formation professionnelle (53% des investissements qui a impacté 24.181 élèves), Santé (23% - 329.100 personnes couvertes) et Accès à l'eau potable (24% - 185.900 usagers des ouvrages hydrauliques)

Les statistiques concernant les effectifs des émigrés sénégalais sont souvent source de discussion étant donné que les différences notées sont liées à la collecte de données, aux questionnaires, aux cibles ou à la durée pris en compte.

Alors que les sénégalais de l'extérieur sont souvent estimés à près de trois (3) millions même s'il n'y a pas encore un recensement définitif des sénégalais de l'extérieur pour l'attester, **au dernier recensement général de 2013**²⁰, le nombre de Sénégalais établis à l'étranger est estimé à plus 533.000 individus en 2013 dont 265.000 résidant en Europe (49,7%), 251.000 en Afrique (47%) et 16.000 en Amérique du Nord (3%). En Europe, la France constitue le premier pays de résidence avec près de 116.000 Sénégalais établis, suivie par l'Italie (79.000) et l'Espagne (59.000).

Pour le continent africain, la région de l'Afrique de l'Ouest est le principal foyer d'accueil des Sénégalais (203.000) où les flux sont essentiellement captés par la Gambie (101.000), la Mauritanie (46.000) et la Côte d'Ivoire (21.000). L'Afrique centrale est la deuxième région de destination africaine des migrants sénégalais (42.000) qui s'établissent

19 Dispositif de mobilisation et de soutien aux actions de solidarité de la diaspora sénégalaise au profit de son pays d'origine démarré depuis 2005 avec la France et élargi en 2017 à la Belgique, Espagne et Italie. Ce dispositif bénéficie de l'appui financier de l'Union européenne, de l'Agence Française de Développement et du Sénégal. Il soutient aussi la contribution de la diaspora sénégalaise à la réalisation d'infrastructures dans leurs localités d'origine.

20 ANSD, RGPFAE, 2013

principalement au Gabon (29.000), au Congo (10.000) et en République centrafricaine (3.000). L'Amérique du Nord accueille près de 16.000 sénégalais répartis, essentiellement, entre les Etats-Unis (13.200) et le Canada (3.000).

Dans le **rapport de l'OCDE réalisé sur la migration sénégalaise**²¹, les estimations des Nations Unies font état d'environ 700 000 émigrés sénégalais résidant dans l'ensemble des pays du monde en 2020.

Les pays d'Afrique de l'Ouest accueillent environ un tiers des sénégalais de l'extérieur représentant près de 33 %, soit un effectif d'environ 230 000 émigrés, dont plus de la moitié (133 000) résidaient en Gambie. Selon cette même source, les autres principaux pays de destination ouest-africains des émigrés sénégalais en 2020 étaient la Côte d'Ivoire (30 000), le Mali (24 000), la Mauritanie (19 000) et la Guinée-Bissau (9 000). En dehors de la région ouest-africaine, le Gabon (30 000) et le Congo (13 000) sont également des pays de destination significatifs pour les émigrés sénégalais.

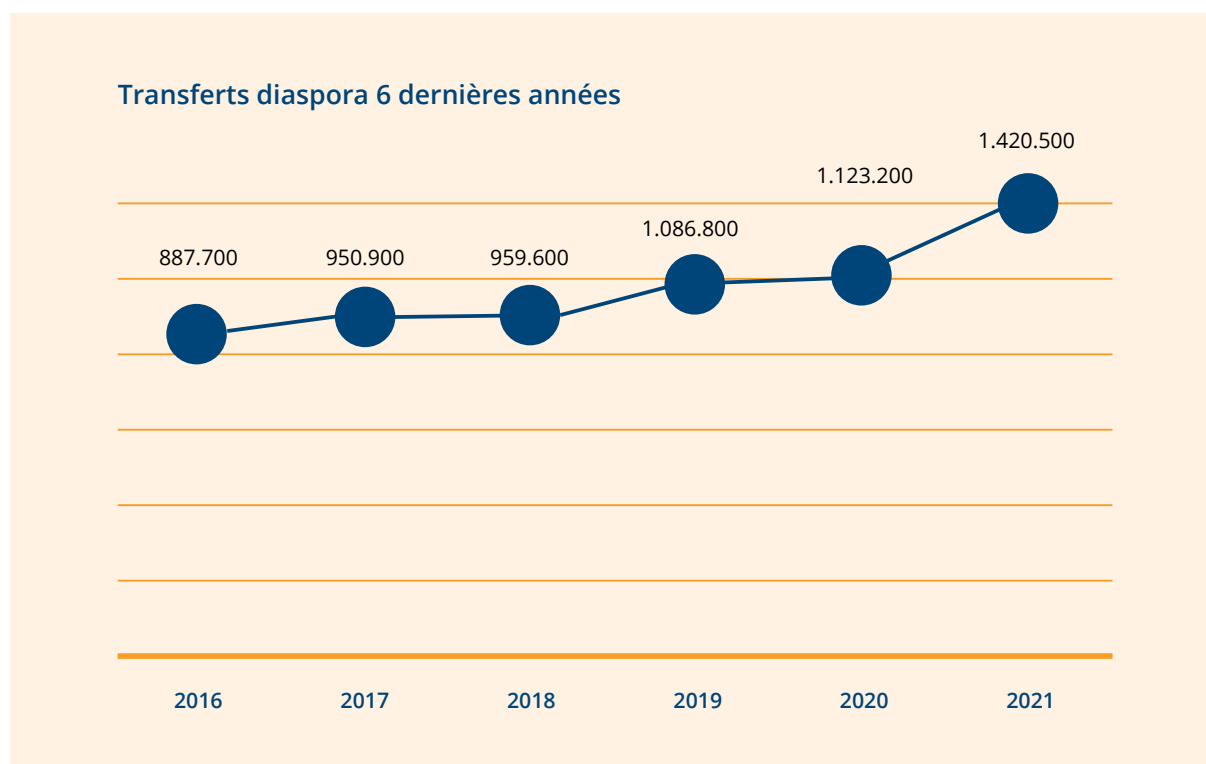
Pour les réfugiés et demandeurs d'asile sénégalais

Selon Talents à l'Etranger – revue des émigrés sénégalais OCDE, en 2020, l'UNHCR dénombreait 14 000 réfugiés sénégalais dans le monde avec environ 40 % en Afrique, principalement en Gambie, qui accueillait près de 30 % des réfugiés sénégalais (4 000) et en Guinée-Bissau (1 800). En Europe, les deux principaux pays d'accueil des réfugiés sénégalais sont l'Italie (4 300 réfugiés, soit 31 % du total) et la France (14 %, soit environ 2 000 personnes).

Le nombre total de réfugiés sénégalais dans le monde a diminué ces dernières années, après avoir atteint environ 26 000 en 2017, principalement en raison de la baisse de leur effectif en Guinée-Bissau, de nombreux réfugiés originaires de Casamance présents dans ce pays depuis plusieurs années ont, en effet, pu obtenir la nationalité bissau-guinéenne.

En 2021, on dénombrait de plus environ 6 500 demandeurs d'asile sénégalais en attente d'une décision de protection dans l'Union européenne, dont environ 3 000 en Espagne, 1 700 en France et quelques centaines en Italie et en Allemagne.

Graphique 13. Transferts de fonds de la diaspora des 6 dernières années en CFA Milliards



Pour la contribution de la diaspora sénégalaise

Comme déjà souligné dans le rapport de l'OCDE²², les contributions de la diaspora sénégalaise à travers les transferts effectués sont importantes et en augmentation permanente. Le ratio entre les transferts de fonds et le PIB est passé de 7.1 % à 10.5 % entre 2005 et 2019/20.

En effet, de 2016 à 2021, le volume des transferts a fortement évolué passant de d'un montant de 887,7 à 1 420,5 milliards de FCFA en 2021 soit une progression de 60%. Une progression constante durant cette période.²³

Cette augmentation peut refléter une réelle croissance du poids des transferts effectués par les émigrés sénégalais dans l'économie du pays, mais elle peut également s'expliquer par une formalisation progressive des transferts qui conduit à une meilleure couverture des transferts réels par les statistiques de balance des paiements.

3.2. Analyse de l'immigration dans les régions cibles de l'étude

Les immigrés sont aussi d'un apport important dans les économies des pays d'accueil, en favorisant leur intégration sur les marchés du travail, y compris les emplois pour les demandeurs d'asile.

Dans l'enquête menée, les immigrés interrogés partagent un sentiment d'être dans un cadre de vie stable au Sénégal.

Le sentiment de satisfaction dans leur vie actuelle et leur volonté de rester dans le pays sont exprimés par les immigrants, ainsi que les bonnes relations avec les Sénégalais. L'enquête a permis de recueillir des données sur le sentiment de satisfaction dans la vie des immigrants principalement en provenance des pays de la sous-région. Pour ceux qui ont un statut de demandeur d'asile ou de réfugié, ils sont très satisfaits de leur vie actuelle au Sénégal comparée aux pays d'origine ou du pays de transit de provenance. Ce qui favorise déjà leur intégration sociale.

Globalement, l'analyse de l'impact des trois régions cibles peut être résumée comme suit :

Kédougou

Sur le plan socioéconomique Kédougou est une région où l'activité principale tourne autour de l'or. Les sites d'orpaillages sont les lieux où chacun s'active pour subvenir à ses besoins. Nous notons un développement croissant des sites, estimés aux environs de 94 dans toute la région. Cette activité a boosté l'économie locale.

Elle a permis la transformation des lieux d'habitation des populations puisque les retombées de l'or ont permis de construire des maisons en bétons à la place des habitations en paille. Ces dernières étaient le plus souvent détruites par les incendies. Le village de Bantako est une illustration de ce développement parce qu'il comptait 15 maisons et aujourd'hui 3000 âmes y vivent.

Kédougou est aussi marquée par l'immigration avec une forte présence de ressortissants de l'Afrique de l'ouest. Cette situation s'explique par sa position géographique, région frontalière avec la présence de plusieurs nationalités qui évoluent dans le domaine du commerce et de l'orpaillage. Ils s'installent en ville ou dans les villages et se déplacent au grès de l'évolution de la production des sites.

C'est également une région de départ de la migration régulière avec des réalisations de sa diaspora qui a un impact sur le développement de la région. Celle-ci connaît également la migration irrégulière avec beaucoup de départ des jeunes.

Elle est aussi une zone de retour avec un nombre important de migrants de retour qui s'activent aujourd'hui dans le commerce, l'élevage, l'or, l'agriculture, l'aviculture.

Les sites d'orpaillage et la construction de barrages comme le projet de Sambagalou conduisent aussi au déplacement forcé des populations qui sont obligées

21 Talents à l'étranger – une revue des émigrés sénégalais OCDE 2021

22 Talents à l'étranger – une revue des émigrés sénégalais OCDE 2021

23 BCEAO (2021) - Balance des paiements et position extérieure globale du Sénégal –

de tout quitter pour refaire leurs vies ailleurs d'où la présence de personnes déplacées dans la région.

Kédougou est également marquée par le chômage des jeunes avec l'inadéquation de la formation par rapport au marché de l'emploi, ce qui constitue un frein pour cette catégorie de la population. Le lycée technique participe à changer la situation avec des formations de deux ans qui permettent aux jeunes d'être opérationnels et de travailler dans la zone dans les différents secteurs (mine, hôtellerie...).

L'immigration dans la région de Kédougou a permis des transferts de techniques dans l'exploitation de l'or de migrants étrangers aux Sénégalais et les immigrants ont contribué aussi à booster le secteur avec des productions importantes dans les « diouras »²⁴.

Seulement, il est important de noter l'exploitation de l'or est également source de problèmes dans la localité. Selon journal le quotidien, dans son article du 18 juillet 2018 qui s'est basé sur une étude d'Enda Lead intitulé : « *Diagnostiques sur le secteur minier dans la région de Kédougou, aspects fiscalité, migration et genre* » révèle un trafic illicite de migrants, d'enfants, une prostitution clandestine, des flux migratoire et financier qui, si on n'y prend garde, vont mettre en danger toute cette partie sud-est du Sénégal. Selon cette étude, tout ce désordre est savamment entretenu par des gens qui travaillent dans les sites d'orpaillage estimés à plus de 31 mille et dont les 60% sont des étrangers essentiellement originaires de la CEDEAO. Rien que dans les zones de Balanko, Khossanto, Bembou Tenkonto situées entre 70 à plus de 90 km du centre urbain de Kédougou où l'étude a été faite, pas moins de 11 nationalités ont été répertoriées par l'équipe de recherche.

Ziguinchor

La pêche en Casamance a boosté l'économie locale suite à la migration des pêcheurs vers le Sud et l'arrivée de ressortissants de la sous-région entraînant de nouvelles dynamiques migratoires dans la région. Le secteur de la pêche ainsi que toute la chaîne de valeur, moteur de l'économie locale a, avec l'arrivée de nombreux travailleurs migrants, connu une nouvelle configuration de ses activités économiques.

Cette configuration est marquée par un tournant décisif dans l'économie locale et des nouveaux espaces de vie, comme à Kafountine, Ebéné, Diogué et Elinkine entraînant par la même occasion une cohabitation souvent difficile entre acteurs de la pêche et aussi une surexploitation entraînant la rareté de la ressource poisson.

L'agriculture avec les plantations de manguiers et d'agrumes, sans compter l'anacarde qui sont aujourd'hui une nouvelle forme d'investissement, attirant de plus en plus d'acteurs.

La filière anacarde est devenue l'une des premières cultures d'exportation au Sénégal comme une des premières sources de revenus des populations de la région de Ziguinchor. Selon le chef du Service régional du commerce de Ziguinchor cité par l'article du journal Sud quotidien²⁵, « 39 477 tonnes de noix de cajou ont été exportées à partir du port de Ziguinchor durant la campagne commerciale de l'anacarde 2020-2021, une baisse des productions exportées par rapport à la campagne 2019-2020, la quantité exportée était évaluée à 55.311 tonnes, soit une valeur financière d'environ 27 milliards 182 millions de Francs CFA ».

Il faut noter que les Indiens sont très présents dans la chaîne de valeur anacarde avec des emplois créés.

Le tourisme est aussi une activité qui attire les nationaux et les migrants avec la zone de Cap Skiring comme zone balnéaire.

Pour rappel, Ziguinchor est une zone de migration interne avec la présence de plusieurs ethnies dans les trois départements et une présence ancienne des ressortissants des pays voisins. Dans la commune de Ziguinchor, des quartiers comme « Tilène », regroupent une forte communauté guinéenne alors que les Bissau Guinéens viennent faire leurs achats au marché de Boucotte.

24 Nom mandingue employé dans la région de Kédougou pour désigner les sites d'exploitation d'extraction de l'or.

25 Sud Quotidien, 14 décembre 2021

Les motifs de l'émigration en Casamance sont liés aux causes économiques, suite au conflit, qui a appauvri les populations avec toute l'économie locale. En Casamance, la nature était généreuse mais avec le conflit, la pauvreté s'est accrue.

D'autres causes sont liées à la sécurité, avec l'intensité du conflit a donné la volonté de quitter son village d'origine.

Le regroupement familial a été aussi en grande partie un motif d'émigration, dans le but de rejoindre son conjoint et, particulièrement dans les zones touristiques comme Cap Skiring où de jeunes hommes et femmes originaires ou venus pour y travailler, se sont mariés à des touristes étrangers.

Dans la région, avec le conflit casamançais, les personnes déplacées internes ont été nombreuses avec les conséquences dans les zones impactées. Cette situation fait que, la question de l'état-civil est devenue une grande préoccupation des populations. Ainsi, des organisations comme la Dynamique de la Paix, avec l'appui de quelques partenaires, font un travail de recensement. A date, 7 582 personnes ont été identifiées lors d'un recensement, comme ayant des besoins d'état-civil.

Les déplacés ont des besoins multiples (logement, emploi, état civil, éducation, etc..) et imbriqués qui sont pris en charge par des dispositifs comme l'ANRAC à la limite de leurs moyens. C'est pourquoi, Il est nécessaire lors d'une programmation de l'opération de retour de mettre en place une stratégie bien préparée avec un accompagnement en amont et en aval.

Selon les acteurs, l'acquisition des terres non encadrée par des multinationales ou des étrangers et qui s'activent par exemple dans l'anacarde est aujourd'hui une question qui est d'actualité au niveau des acteurs de la localité. L'accaparement des terres avec de grandes superficies achetées aux villageois risque de créer dans les années à venir d'autres types de conflits.

Dakar

La région de Dakar regroupe 23% de la population et sur le plan économique, elle concentre près de 92% du chiffre d'affaires des entreprises du secteur formel et 50% du secteur informel dans ces cinq (5) départements sont Dakar, Guédiawaye, Keur Massar, Pikine et Rufisque.

Comme mentionné dans le document de la situation de référence réalisée par le BAOS, la distribution de ces immigrés internationaux par rapport à leurs régions d'établissement au Sénégal montre que la majorité réside à Dakar (57%) parce qu'elle offre plusieurs opportunités pour les différentes catégories de migrants. Spécifiquement pour le département de Dakar, 80% des migrants qui y sont établis sont arrivés au cours des années 2000. Parmi eux, les hommes sont majoritaires avec 56% d'hommes et 44 % de femmes.

Cependant, 32 % des migrants déclarent n'avoir aucune source de revenu, ce qui constitue une très grande source de vulnérabilités et des besoins de protection accrues face aux différentes tentations et trafiquants de toutes sortes.

Dans la périphérie de Dakar, les mouvements migratoires internes et les travailleurs étrangers sont fortement représentés dans les périmètres horticoles comme ouvriers agricoles. Le secteur du commerce particulièrement la distribution des fruits est aussi un quasi-monopole de ressortissants de pays de l'Afrique de l'ouest.

Dakar est donc aujourd'hui dans le projet migratoire de migrants internes et immigrés une étape importante et pour certains, une ville de transit. Ce réceptacle des différentes catégories de migrants vient renforcer la forte densité de Dakar, entraînant les conséquences sur les ressources en eau, l'assainissement et l'habitat.

Les migrants ouest-africains (82,6 %) travaillent aussi dans le secteur informel de même que les réfugiés et demandeurs d'asile.²⁶

26 ANSD-OIM (2019) - enquête sur le profil des migrants internationaux résidant dans le département de Dakar

Réfugiés et demandeurs d'asile au Sénégal

Il est important de noter que selon les dernières données du UNHCR, les quatre principales régions de résidence des réfugiés et demandeurs d'asile sont Matam, Saint-Louis, Dakar et Tambacounda soit un effectif de 12 065 personnes représentant près de 99%. Il faut relever aussi que 5 377 d'entre eux n'ont pas 18 ans soit 44% et que 5 850 sont âgés entre 18 et 59 ans soit 48%.

L'analyse de la migration dans le développement des régions cibles permet à la suite de l'enquête terrain dans les trois régions auprès d'immigrants ainsi que réfugiés et demandeurs d'asile, personnes déplacées et migrants de retour de noter les recommandations formulées. Il est important de relever les recommandations communes mais aussi de spécifier selon les régions.

Tableau 4. Réfugiés et demandeurs d'asile au Sénégal en 2023

Région	Tranche d'âge							Total
	0-4	5-11	12-17	18-24	25-49	50-59	60+	
Dakar	68	138	176	213	535	80	40	1250
Diourbel				2				2
Kaolack	2	2		1	4			9
Louga					1			1
Matam	445	1312	1179	720	1390	378	448	5872
Saint-Louis	235	716	676	611	1210	363	399	4210
Tambacounda	60	200	140	76	166	40	51	733
Thiès	5	12	11	15	39	6	10	98
Total	815	2380	2182	1638	3345	867	948	12 175

Source : UNHCR - Juillet 2023

Recommandations communes pour les trois régions cibles

- › Renforcement de l'aide et de l'assistance aux réfugiés ou demandeurs d'asile, en facilitant l'accès à l'emploi et à la formation, la reconnaissance des qualifications étrangères et la décentralisation des structures d'accompagnement ;
- › Accompagnement financier et technique des migrants de retour adapté à leurs besoins et à leurs projets, en renforçant la formation professionnelle ;
- › Soutien à la reconnaissance des compétences acquises à l'étranger pour valoriser le rôle et l'expérience des migrants de retour qui ont un potentiel et une contribution à apporter au développement économique et social de leur région. Il faut reconnaître leur savoir-faire, leur diversité culturelle et leur engagement citoyen ;
- › Amélioration des programmes d'assistance à la réintégration des migrants de retour en mettant l'accent sur l'appui psychosocial de rapatriés ou de migrants ayant vécu des drames dans le parcours migratoire ;
- › Mobilisation de ressources financières et techniques pour mettre en œuvre des programmes d'accompagnement des cibles et l'intégration socio-économique des migrants ;
- › Mise en place d'un système de gestion des données centralisé pour une meilleure collecte et analyse des informations sur la migration au niveau national et territorial ;
- › Renforcement des infrastructures et les services de base dans les régions d'accueil des personnes déplacées internes, tels que les routes, les écoles,

- les postes de santé, l'électricité et l'eau potable ;
- › Renforcement des cadres de dialogue et de la sensibilisation pour l'intégration sociale et professionnelle des migrants de retour parce qu'ils font face à des difficultés d'adaptation, de stigmatisation ou de pression familiale. Il faut favoriser le dialogue, la sensibilisation et la participation des migrants dans la société locale.

Recommandations pour la région de Ziguinchor

- › Campagne de plaidoyer auprès des Autorités pour régulariser la situation des personnes déplacées concernant l'état-civil et sensibiliser sur l'importance de la déclaration à l'état civil ;
- › Renforcement de l'assistance humanitaire aux personnes déplacées, notamment en matière de logement, de nourriture, d'éducation, de soins médicaux et de sécurité ;
- › Participation effective des personnes déplacées dans la conception et la mise en œuvre des politiques et des initiatives de soutien ou de retour dans leurs localités d'origine, afin de tenir compte de leurs priorités et de leurs attentes ;
- › Campagnes de sensibilisation auprès de la population locale sur la situation et les besoins spécifiques des personnes déplacées, et encourager la solidarité et l'entraide et renforcer l'accompagnement psychosocial ;
- › Sensibiliser les acteurs sur les questions foncières et l'accaparement des terres qui peuvent être des sources de conflits dans les territoires ;
- › Soutien aux migrants de retour et personnes déplacées avec des formations (professionnelles et techniques) et financements de la part des structures dédiés pour développer de nouvelles activités dans leurs communes de résidence actuelles.

Recommandations pour la région de Kédougou

- › Accompagnement des personnes déplacées dans des zones où elles peuvent avoir accès à des terres cultivables et à des documents administratifs, et leur permettre d'obtenir des indemnités suite à leurs déplacements forcés pour cause de travaux ou d'aménagements ;
- › Renforcement de l'assistance humanitaire aux personnes déplacées, notamment en matière de logement, de nourriture, d'éducation, de soins médicaux et de sécurité ;

- › Soutien à l'intégration et la cohabitation pacifique entre les personnes déplacées et les communautés locales en organisant des activités culturelles, religieuses, économiques et sportives communes ;
- › Renforcement des infrastructures et les services de base dans les localités d'accueil, tels que les routes, les écoles, les postes de santé, l'électricité et l'eau potable ;
- › Renforcement de la sécurité dans les zones d'exploitation aurifères en collaborant avec les acteurs territoriaux.

Recommandations pour la région de Dakar

- › Mise en place d'un système de gestion des données centralisé pour une meilleure collecte et analyse des informations sur la migration ;
- › Renforcement des services d'assistance aux migrants, notamment en fournissant une assistance juridique, des services sociaux, et en facilitant l'accès à l'emploi et à la santé ;
- › Renforcement de l'aide et de l'assistance aux réfugiés ou demandeurs d'asile, la facilitation pour l'accès à l'emploi et à la formation, la reconnaissance des qualifications étrangères, le traitement égalitaire des étrangers et des Sénégalais, l'amélioration de la sécurité et le dialogue avec les autorités ;
- › Renforcement de l'aide et de l'assistance adaptées au statut de réfugié, notamment en matière d'accès à l'éducation, à la santé, au logement et à l'emploi, tout en favorisant le contact avec les familles restées dans leur pays d'origine ;
- › Sensibilisation des acteurs pour un traitement égalitaire des étrangers et des Sénégalais, par l'amélioration de la sécurité et le renforcement du dialogue avec les autorités ;
- › Prise en compte dans leur stratégie locale des migrants internes, internationaux et de retour par les communes, ce qui nécessite une meilleure identification des cibles et une disponibilité de données fiables.

Ainsi, à la suite de l'enquête, des recommandations et de l'analyse de la migration dans les régions cibles, il s'agit de souligner les défis et opportunités.

3.3. Défis et opportunités

La migration est une question transversale et englobe diverses formes de déplacement des populations. Selon un responsable d'une ONG à Dakar, « *la migration ne peut être réduite à une seule dimension. Nous devons comprendre les migrations économiques, les migrations forcées liées aux conflits, les migrations liées au changement climatique, et bien d'autres encore.* » Cette complexité est particulièrement prégnante dans les trois régions étudiées où différentes formes de migration coexistent avec de nombreux défis.

Collaboration entre Acteurs

Une tendance qui ressort est certes une collaboration entre les acteurs locaux, les ONG, les organisations internationales, les universités et les instituts de recherche qui se manifeste à travers la mise en place de projets conjoints, de recherches collaboratives et d'initiatives de sensibilisation. Par exemple, une université de Dakar collabore avec une ONG locale pour réaliser une étude sur les motifs de migration des jeunes, des acteurs étatiques et non étatiques s'unissent pour mener une campagne de sensibilisation. La collaboration entre les acteurs est cruciale pour optimiser les efforts en matière de gestion de la migration. Les collaborations fructueuses ont été citées, telles que le partenariat entre des ONG et le district sanitaire, qui permet aux migrants d'accéder aux soins médicaux, etc. mais la collaboration doit être inclusive et ne laisser aucun acteur en rade.

Par exemple **l'engagement des autorités locales qui jouent un rôle crucial dans la gestion de la migration est fondamental.** Les migrants et les personnes déplacées vivent dans des collectivités territoriales et la contribution des élus locaux est attendue, étant donné qu'elles sont en première ligne pour gérer les flux migratoires.

Comme l'a souligné un représentant local de Kédougou, « *Nous sommes confrontés à une pression constante en raison de notre proximité avec les zones de transit. Notre priorité est de veiller à ce que les migrants soient traités avec dignité et à ce qu'ils bénéficient d'une protection adéquate.* »

Les autorités locales insistent sur la sensibilisation à la migration régulière et sont préoccupées par la réintégration des migrants de retour. Une autorité locale de Kédougou a déclaré : « *Nous devons montrer aux migrants que leur communauté est là pour les soutenir.* »

Cependant, cette volonté d'accompagner la réintégration va de pair avec la prise en charge des migrants vulnérables d'où la coordination de services entre les différentes agences gouvernementales pour une gestion efficace de la migration.

Le défi majeur est de travailler en parfaite synergie, de mener ensemble des actions plus globales et en évitant de travailler en sous-groupe, si on tient compte de sa complexité.

Cette synergie est surtout facilitée par les autorités administratives, qui soulignent aussi l'importance de la coordination. Une autorité administrative de Kédougou a déclaré : « *Nous devons travailler ensemble pour garantir que les migrants reçoivent le soutien dont ils ont besoin.* »

Des services à offrir aux immigrants, réfugiés et personnes déplacées

Les actions sur le terrain pour fournir les services aux migrants de retour, personnes déplacées, immigrants et réfugiés sont menées par les dispositifs ou agences nationales, des ONG et des Agences de Développement sans oublier les organisations internationales en tant que partenaires techniques et financiers. La société civile locale et les associations doivent encore renforcer leur collaboration avec ces acteurs pour garantir une approche cohérente de la gestion de la migration. Il est nécessaire de noter aussi qu'il y a des difficultés d'accéder aux cibles parce qu'elles sont souvent très mobiles, ce qui ne facilite pas la fourniture de services adéquats.

La réussite des actions de sensibilisation passe essentiellement par la participation des associations et la presse, de façon globale. L'implication des Organisations Non-Gouvernementales (ONG) est bien notée dans les trois régions cibles parce qu'elles jouent un rôle crucial dans la gestion de la migration, en fournissant une gamme de services essentiels aux migrants.

Par exemple, l'ONG «Aide Humanitaire» a expliqué : *« Nous travaillons sur le terrain pour offrir une assistance juridique, des services sociaux, et un soutien psychologique aux migrants. Notre objectif est de garantir leur bien-être et leur protection. »* Les ONG sont souvent en première ligne pour répondre aux besoins immédiats des migrants et pour sensibiliser la population locale aux droits des migrants, impliquant aussi les devoirs et responsabilités de ces derniers.

La Croix-Rouge apporte une expertise et des ressources importantes à la gestion de la migration et collabore étroitement avec les autorités locales et les ONG locales pour fournir une assistance aux migrants. Un représentant de la Croix-Rouge a expliqué : *« Notre mission est d'alléger la souffrance des plus vulnérables. Nous proposons des services médicaux, juridiques, sociaux, et psychologiques aux migrants, en collaboration avec nos partenaires locaux. »*

Les universités et instituts de recherche apportent une contribution précieuse à la compréhension des dynamiques migratoires à travers des études et des projets de recherche. Par exemple, des études ont été menées sur les retours des personnes déplacées et les problématiques de migration entre les pays voisins. Ces institutions collaborent également avec d'autres acteurs pour approfondir la connaissance de la migration dans la région.

La cartographie des acteurs présente aussi un gap à combler quant aux services à offrir aux immigrants, réfugiés, personnes déplacées puisqu'une grande partie est consacrée à la diaspora et aux migrants de retour.

L'accès aux services de base, tels que la santé et l'éducation, est souvent difficile pour les migrants. Selon un représentant des autorités locales, *« nous avons besoin de ressources supplémentaires pour répondre aux besoins croissants des migrants en matière de logement, de soins de santé et d'éducation. »*

En outre, la protection des droits des migrants est une préoccupation majeure. Une ONG travaillant dans la région de Kédougou a souligné que *« les migrants, en particulier les femmes et les enfants, sont vulnérables à l'exploitation et à la violence. Nous devons renforcer la protection de leurs droits. »*

Dans les trois régions, il a été identifié le manque de ressources comme un défi majeur dans la gestion de la migration.

Le représentant d'une agence de développement a ajouté : *« Nous avons besoin de financements pour mettre en œuvre des programmes d'intégration efficaces. »*

Ces défis comprennent la réinsertion économique et sociale des migrants, la prise en charge psychologique, et le manque de lieux d'accueil adéquats.

Cependant, la migration offre également des opportunités en termes de développement régional, de diversité culturelle, et de main-d'œuvre.

Avec les nombreux défis, la migration présente également des opportunités de développement régional. Les migrants contribuent à la diversité culturelle, apportent des remises financières dans leurs pays d'origine et peuvent jouer un rôle clé dans la construction d'infrastructures locales.

Un chercheur universitaire a déclaré *« la migration peut être un moteur de développement, si elle est bien gérée. Il est essentiel de créer des conditions propices à l'intégration des migrants dans la société. »*

Dans la région de Kédougou, les immigrants de la sous-région ont transféré les compétences aux sénégalais sur les techniques appropriées de l'exploitation de l'or. L'apport de la migration en termes de connaissances dans ce secteur est bien réel.

La migration peut être un moteur d'opportunités pour le développement régional en apportant de la diversité culturelle, une main-d'œuvre et souvent aussi des investissements locaux. Les migrants contribuent souvent au développement économique en occupant des emplois essentiels dans divers secteurs.

A Ziguinchor, l'apport des travailleurs migrants étrangers dans le secteur de la pêche est aussi important pour booster l'activité dans la région même s'il est noté une concurrence entre acteurs du même secteur.

L'innovation apportée par la nouvelle loi portant statut des réfugiés et apatrides

La nouvelle loi portant statut des réfugiés et apatrides est une innovation car permettant de mieux gérer cette cible particulière.

La **loi n° 2022-01 du 14 avril 2022** portant statut des réfugiés et apatrides vise à apporter des améliorations à la condition des réfugiés et à mettre en place un système normatif et institutionnel apte à assurer aux apatrides une protection efficace.

La nouvelle **loi abroge la loi n° 68-27 du 24 juillet 1968** portant statut des réfugiés modifiée par la **loi n° 75-109 du 20 décembre 1975**.

La loi n° 2022-01 apporte les innovations suivantes :

- › la mise en place d'un organisme administratif chargé d'assurer avec efficacité la protection juridique et administrative des réfugiés et des apatrides ;
- › l'encadrement juridique du statut des réfugiés ;
- › l'institution d'un cadre normatif régissant l'apatridie ;

- › la reconnaissance et l'aménagement d'un droit de recours contre les décisions prises en matière d'octroi et de perte du statut de réfugié et/ou d'apatride ;
- › La consécration du droit au regroupement familial si l'un des membres de la famille a obtenu l'asile.

Dans la législation encore en vigueur, c'est le **Comité National chargé de la Gestion de la situation des Réfugiés, Rapatriés et des Personnes déplacées** mais ce comité ne prend pas en compte la situation des apatrides.

il y a une **commission nationale de gestion des réfugiés et des apatrides (CNGRA)**

- › Créée par la loi n° 2022-01 du 14 avril 2022 : article 3 ;
- › Règles de composition et de fonctionnement du CNGRA : fixées par le décret n° 2023-1319 du 12 juillet 2023.

Tableau 5. Récapitulatif de défis majeurs pour les cibles

Défis	Migrants internes/ personnes déplacées	Migrants de retour/ Diaspora	Immigrants/ Réfugiés
Sécurité/État civil/ Documents administratifs	<ul style="list-style-type: none"> › Protection et renforcement de la sécurité › Facilitation et accessibilité pour l'état civil 	<ul style="list-style-type: none"> › Etat-civil consulaire performant › Accès aux documents administratifs dans les pays d'accueil 	<ul style="list-style-type: none"> › Assistance juridique › Prévention et traitement des violations des droits humains
Emploi/Investissement	<ul style="list-style-type: none"> › Adéquation formation et marché du travail › Renforcer la formation professionnelle pour accéder à des emplois durables 	<ul style="list-style-type: none"> › Renforcement des financements pour l'investissement productif capable de générer des emplois durables 	<ul style="list-style-type: none"> › Transferts de compétences et offre de main d'œuvre dans des secteurs stratégiques
Logement/Habitat	<ul style="list-style-type: none"> › Solutions d'abris d'urgence ou des subventions pour les loyers › Services d'accès à l'eau, d'assainissement et d'hygiène 	<ul style="list-style-type: none"> › Accès aux programmes de logement et au foncier 	<ul style="list-style-type: none"> › Soutien d'urgence au besoin pour le logement de réfugiés
Santé/ Appui psychosocial Protection sociale	<ul style="list-style-type: none"> › Aide alimentaire vitale › Accès aux services de santé primaires et secondaires essentiels et d'urgence › Couverture vaccinale des enfants et des femmes enceintes et allaitantes › Assistance sociale et appui psychosocial › Accès bourses familiales 	<ul style="list-style-type: none"> › Accès aux soins de santé des cibles et de leurs familles à travers des mutuelles de santé › Appui psychosocial des migrants de retour en situation de vulnérabilité 	<ul style="list-style-type: none"> › Prévention et traitement des épidémies et des maladies transmissibles › Assistance sociale › Appui psychosocial
Moyens de subsistance	<ul style="list-style-type: none"> › Perte des revenus, de terres, de biens › Pécule d'appui cibles vulnérables 	<ul style="list-style-type: none"> › Pécule à l'arrivée de migrants rapatriés 	<ul style="list-style-type: none"> › Perte des revenus, de terres, de biens › Pécule d'appui cibles vulnérables
Education/Formation	<ul style="list-style-type: none"> › Rétablissement d'activités éducatives pour les enfants du primaire et du secondaire › Modules de formation pour des personnes déplacées 	<ul style="list-style-type: none"> › Renforcer les capacités des migrants de retour pour développer leurs projets 	<ul style="list-style-type: none"> › Mise à disposition des apprentissages sains › Un soutien psychologique destiné aux enfants › Protection des enfants et des femmes
Intégration, Réinsertion et réintégration	<ul style="list-style-type: none"> › Stratégie de réinsertion réussie 	<ul style="list-style-type: none"> › Mobilisation des ressources financières dans la réintégration durable des migrants de retour 	<ul style="list-style-type: none"> › Intégration dans la société d'accueil
<p>Les migrants ou personnes déplacées qui vivent avec un handicap peuvent être prioritaires Intégration de la dimension migration dans les différents documents de politique des collectivités territoriales</p>			

Conclusion

Globalement, les résultats de cette étude permettent de mieux comprendre la migration dans les trois régions cibles à savoir Dakar, Ziguinchor et Kédougou, même si des particularités sont notées entre elles. Pour la réalisation de l'étude, les migrants sénégalais, les immigrés avec le cas particulier des réfugiés sans oublier les personnes déplacées internes ont été interrogés sur le terrain. Les acteurs majeurs de la migration dans ces trois régions ont aussi été interrogés.

En effet, l'étude portant sur l'analyse de la migration dans les régions cibles, permet de contribuer à l'analyse du phénomène migratoire et de son impact dans les territoires. La prise en compte dans l'étude des personnes déplacées internes a permis d'identifier les causes de leur déplacement forcé. Elles peuvent être d'ordre sécuritaire avec le conflit en Casamance pour la région de Ziguinchor ou liées à des besoins d'aménagements d'infrastructures comme le pont de Sambagalou pour Kédougou.

En analysant aussi le cas des immigrés dans ces régions, une prise en compte de la situation des réfugiés, a permis de mieux comprendre les besoins spécifiques du migrant économique et du réfugié. L'impact socioéconomique de l'émigration sur les territoires étudiés a aussi été perçu à travers les migrants de retour et la diaspora avec leurs apports à travers les transferts de fonds aux familles ou investis mais aussi les transferts de compétences. Les contraintes rencontrées aussi par ces derniers ont été notées.

Les migrants vivent dans des territoires au Sénégal, dans un contexte de mise en œuvre de l'acte 3 de la décentralisation avec une communalisation intégrale pour répondre à l'impératif d'une gestion de proximité des problèmes des populations et une participation des acteurs locaux à l'impulsion et à la mise en œuvre des stratégies de développement territorial. Pour y arriver, l'intégration de la dimension migration dans les documents de politique au niveau local constitue un défi majeur.

Tenant compte ensuite des analyses et avis des acteurs de la migration dans les différentes régions, une cartographie a été dressée pour connaître les différents acteurs intervenant dans ces régions et la gamme de services qu'ils offrent. Qu'il s'agisse d'organisations étatiques ou non étatiques, acteurs locaux, nationaux et internationaux, la revue des services fournis aux cibles permet de noter une prise en charge par les acteurs des besoins des cibles, particulièrement des migrants de retour et des Sénégalais de l'extérieur et de besoins non encore couverts pour les personnes déplacées et immigrés avec les réfugiés.

Pour ces derniers, la nouvelle loi n° 2022-01 du 14 avril 2022 constitue une opportunité pour permettre aux acteurs d'apporter des améliorations dans leurs conditions de vie.

L'attractivité de certaines zones constitue aussi un élément favorisant la présence de migrants internes comme internationaux, ce qui pourrait booster le développement local, avec une disponibilité de la main d'œuvre, des investissements locaux, de transferts de compétences dans les communes aurifères de Kédougou et pour les zones de pêche et d'exploitation agricole à Ziguinchor. Cependant, la cohabitation entre autochtones et migrants n'est pas toujours sans difficultés du fait d'une certaine concurrence. D'où la nécessité de renforcer le rôle des acteurs territoriaux comme les autorités administratives, les autorités locales, les forces de défense et de sécurité et les différents acteurs de la migration afin de tirer profit de la migration dans ces régions. Pour réussir le pari, des recommandations ont été identifiées et formulées.

Recommandations

Etat du Sénégal

- › Renforcer la coordination entre les acteurs impliqués dans la gestion de la migration pour garantir une approche plus holistique et intégrée en mettant en place des cadres de concertation fonctionnels avec un budget sur la migration au niveau communal et régional et qui intègrent les autres catégories de migrants (immigrants, réfugiés) et personnes déplacées ;
- › Evaluer et renforcer au besoin les initiatives de réinsertion économique et sociale pour les migrants, y compris des programmes de formation et d'emploi en renforçant aussi les budgets dédiés aux financements de migrants de retour pour mieux réussir leurs projets ;
- › Favoriser un meilleur accès et communication sur les fonds des différents programmes et dispositifs étatiques ainsi que des organisations internationales ;
- › Aider les cibles pour un accès à l'état civil dans la région de Ziguinchor avec une opération spéciale compte tenu de l'urgence, du nombre de personnes concernées avec l'engagement des autorités locales et administratives ;
- › Organiser des Journées de Vérification sur l'état civil pour éviter des surprises suite aux nombreux faux documents délivrés ;
- › Mettre en place une bonne stratégie du retour pour les personnes déplacées ;
- › Sensibiliser les acteurs et populations sur la nouvelle loi n° 2022-01 du 14 avril 2022 portant statut des réfugiés et apatrides auprès des cibles et des communautés de base (cf. encadré) sur la déclaration à l'état civil ;
- › Offrir des cadres de dialogues et d'échanges aux acteurs locaux de première ligne dans les décisions administratives et dans la formulation des politiques en sensibilisant sur la question foncière afin de les protéger contre les grands spéculateurs fonciers et de la coupe de bois ;
- › Encourager la collaboration internationale pour échanger des connaissances et des bonnes pratiques dans la gestion de la migration. (partage d'expériences avec des pays de la sous-région).

Autorités administratives, locales et autres acteurs

- › Intégrer dans les documents de politique locale ou les stratégies d'intervention des collectivités territoriales, les immigrants, réfugiés et personnes déplacées internes ;
- › Mener des campagnes de sensibilisation sur les dangers liés à la migration irrégulière ;
- › Faciliter et participer activement au fonctionnement des cadres de concertation sur la migration au niveau communal et régional en étant très inclusif et en y intégrant les thématiques de sécurité, santé et environnement ;
- › Faciliter le dialogue avec les catégories de migrants pour mieux lutter contre l'insécurité, les réseaux de malfaiteurs, la dégradation de l'environnement, la traite des personnes et les questions transfrontalières ;
- › Favoriser les dialogues entre communes voisines des deux frontières pour une meilleure collaboration avec les acteurs de la migration ;
- › Offrir des opportunités aux migrants sénégalais qui souhaitent investir avec la mise à disposition d'informations sur les secteurs porteurs et de l'environnement des affaires ;
- › Accroître les appuis en moyens financiers pour soutenir la recherche sur la migration, notamment en fournissant des fonds et des ressources pour des études approfondies.

Organisations de la société civile et ONGs comme la Konrad Adenauer Stiftung

- › Soutenir les actions de plaidoyer des acteurs sur l'état civil, auprès des Autorités administratives, locales et politiques ;
- › Mener des campagnes de sensibilisation avec les acteurs locaux sur les dangers liés à la migration irrégulière et la population locale aux enjeux de la migration pour promouvoir une meilleure compréhension et acceptation des migrants ;
- › Soutenir le fonctionnement des cadres de concertation sur la migration au niveau

communal et régional en étant très inclusif possible en intégrant les thématiques de sécurité, santé et environnement ;

- › Accompagner la commission nationale de gestion des réfugiés et des apatrides (CNGRA) pour une meilleure vulgarisation de la loi n° 2022-01 du 14 avril 2022 portant statut des réfugiés et apatrides ;
- › Renforcer les capacités des acteurs sur les défis majeurs liés à la migration et ses impacts au niveau local en tenant compte aussi des autres cibles (personnes déplacées, réfugiés) et un meilleur accès aux services ;
- › Réaliser des supports de communication et guides pour mieux sensibiliser les acteurs et les communautés ;
- › Soutenir des dialogues sous régionaux pour partager les bonnes pratiques entre acteurs et accompagner la recherche de solutions innovantes.

Références

- ANSD** (2020) POPULATION DU SÉNÉGAL – Répartition de la population sénégalaise par région administrative en 2020
- Ba, C.O., Bourgoïn, J., Diop, D.** (2018), Les migrations rurales dans la dynamique migratoire sénégalaise. La fluidité des mobilités internes en réponse aux contraintes locales. Rome, FAO et CIRAD, 24 p.
- OIM-ANSD** (2019) Enquête sur le profil des migrants internationaux résidant dans le département de Dakar
- Ly, A. et Marion. G** (2020), « Cartographie des acteurs et des dispositifs d'aide au retour et à la réinsertion au Cameroun, Mali, Maroc et Sénégal », ERRIN
- Mixed Migration Centre** (2023). Dakar, portrait d'une ville de migration. <https://mixedmigration.org>
- DIME, M.** (2017), Étude sur les organisations et les mécanismes d'appui aux migrants/es de retour au Sénégal - GIZ
- GRID** (2019) Partie 2 Données sur le déplacement interne : des défis aux opportunités
- CHEDS, Institut d'études de sécurité** (2021), Prévenir l'extrémisme violent au Sénégal - Les menaces liées à l'exploitation aurifère - Paulin Maurice Toupane, Adja Khadidiatou Faye, Aïssatou Kanté, Mouhamadou Kane, Moussa Ndour, Cherif Sow, Bachir Ndaw, Tabara Cissokho et Younoussa Ba
- OIM** (2018), Migration au Sénégal. Profil national 2018, Organisation Internationale pour les Migrations.
- Coulombe, L.** (1993). Les migrations transfrontalières un champ d'études en devenir. Études internationales, 24(1), 203–212. <https://doi.org/10.7202/703137ar>
- Wendy Williams** (2019) - Frontières en évolution : La crise des déplacements de population en Afrique et ses conséquences sur la sécurité - Centre d'études stratégiques de l'Afrique - Rapport d'analyse No. 8 - Washington, DC
- Diallo, M.L** (2021) - Exploitation des ressources minières et aménagement du territoire : quelles perspectives pour la région périphérique de Kédougou, à l'est du Sénégal, en Afrique occidentale – Researchgate - <https://www.researchgate.net/publication/354575097>
- La migration en faveur du développement : des défis aux opportunités Klaus F. Zimmermann Dans Revue d'économie du développement 2017/1 (Vol. 25), pages 13 à 30
- SALL, M. Awissi** (2008) – Mémoire DEA - Migration interne et migration internationale au Sénégal : que représente Dakar dans cette dynamique ? Institut de Formation et de Recherche en Population Développement et Santé de la Reproduction - IPDSR
- IUCN** (2010) Aperçu de l'histoire des migrations de pêcheurs artisanaux en Afrique de l'Ouest de 1880 à 1980 – Revue bibliographique - Rapport n° 1 de l'étude relative à l'état des lieux et l'évolution récente des migrations de pêcheurs artisans dans les pays de la CSRP
- ANSD** (2021) Situation économique et sociale régionale 2019 – SES Ziguinchor
- BAOS. Dakar** (2022) Rapport de la situation de référence de la région de Dakar sur la migration et le développement
- BAOS. Dakar** (2022) Rapport étude de la situation de référence du Baos de la région de Kédougou sur la migration et le développement
- (OIM)**, 2021. Risques, vulnérabilités et besoins sanitaires des migrants et des communautés des villages aurifères de Kédougou. OIM, Sénégal.
- OCDE** (2021) Talents à l'étranger – une revue des émigrés sénégalais

Annexes

Questionnaire pour les Migrants de Retour

PARTIE 1 : INFORMATIONS GÉNÉRALES

1. Votre nom (facultatif) :

2. Votre âge :

3. Votre nationalité :

4. Votre sexe : Masculin Féminin Autre

PARTIE 2 : CONTEXTE DE RETOUR

5. De quelle région/pays êtes-vous revenu en vous installant dans cette région ?

6. Combien de temps avez-vous passé dans la région/pays d'émigration avant de revenir ?

Moins d'un an 1 à 3 ans Plus de 3 ans

7. Quelle a été la principale raison de votre décision de revenir dans cette région ?

Opportunités économiques Rapprochement familial Fin de contrat à l'étranger

Amélioration des conditions de vie Autre (préciser) : _____

8. Comment avez-vous ressenti votre retour dans cette région ? Était-ce un choix volontaire ou avez-vous été contraint de revenir ?

Volontaire Contraint

9. Quels étaient vos sentiments et attentes avant de revenir dans cette région ? Ont-ils changé depuis votre retour ?

PARTIE 3 : EXPÉRIENCE À L'ÉTRANGER

10. Pouvez-vous décrire brièvement votre expérience à l'étranger en termes de travail, de vie sociale et d'intégration ?

- › Quel était votre emploi ?
- › Comment avez-vous été accueilli(e) par la société locale ?
- › Avez-vous créé des liens sociaux ?

11. Quelles compétences ou expériences avez-vous acquises à l'étranger que vous pourriez appliquer dans cette région ?

- › Compétences professionnelles
- › Connaissances linguistiques
- › Connaissances culturelles

PARTIE 4 : MOTIVATIONS ET ATTENTES DE RETOUR

12. Quelles sont vos principales motivations pour revenir dans cette région ?

- Recherche d'opportunités Rapprochement familial Sentiment d'appartenance
 Contribution au développement local Autre (préciser) : _____

13. Comment évaluez-vous les opportunités économiques dans cette région par rapport à votre expérience à l'étranger ?

- Meilleures Similaires Moins bonnes

14. Comment percevez-vous la qualité de vie dans cette région par rapport à votre expérience à l'étranger ?

- Meilleure Équivalente Moins bonne

PARTIE 5 : RÉINTÉGRATION ET ADAPTATION

15. Comment évaluez-vous votre processus de réintégration dans la société locale depuis votre retour ?

- Réintégré avec succès En cours de réintégration Difficultés de réintégration

16. Avez-vous bénéficié de programmes d'assistance à la réintégration après votre retour ?

- Oui Non

PARTIE 6 : PERCEPTIONS ET OPINIONS SUR LA MIGRATION DE RETOUR

17. Comment percevez-vous le rôle des migrants de retour dans le développement économique et social de cette région ?

- Très positif Positif Neutre Négatif Très négatif

18. Comment évaluez-vous les mesures mises en place pour faciliter la réintégration des migrants de retour dans cette région ?

- Efficaces Peu efficaces Pas du tout efficaces

PARTIE 7 : ATTENTES ET PERSPECTIVES

19. Quelles sont vos attentes par rapport aux politiques et aux initiatives de soutien aux migrants de retour dans la région ?

- Programmes de formation professionnelle
- Aide à la recherche d'emploi
- Soutien financier pour entrepreneuriat
- Accès à des services sociaux
- Reconnaissance des compétences acquises à l'étranger
- Autre (préciser) : _____

20. Avez-vous l'intention de rester dans cette région à long terme après votre retour ?

- Oui Non

PARTIE 8 : RÉFLEXION PERSONNELLE

21. Quels sont les aspects positifs que vous reprenez de votre expérience à l'étranger et de votre retour dans cette région ?

22. Quels sont les défis majeurs que vous avez rencontrés lors de votre retour dans cette région ?

PARTIE 9 : CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

23. Avez-vous des suggestions ou des recommandations pour améliorer la situation des migrants de retour dans cette région ?

PARTIE 10 : CONSENTEMENT

Je consens à participer à cette étude et à ce que mes réponses soient utilisées à des fins de recherche.

Signature (si applicable) :

Date :

Merci d'avoir pris le temps de remplir ce questionnaire. Vos réponses sont précieuses pour notre étude sur la migration dans les régions de Dakar, Ziguinchor et Kédougou.

Questionnaire pour les Immigrants

PARTIE 1 : INFORMATIONS GÉNÉRALES

1. Votre nom (facultatif) :

2. Votre âge :

3. Votre nationalité :

4. Votre sexe : Masculin Féminin Autre

PARTIE 2 : CONTEXTE DE MIGRATION

5. De quel pays êtes-vous originaire et dans quelle région de Dakar/Ziguinchor/Kédougou résidez-vous actuellement ?

Pays d'origine : _____

Région de résidence : _____

6. Combien de temps avez-vous vécu dans la région de Dakar/Ziguinchor/Kédougou ?

Moins d'un an 1 à 3 ans Plus de 3 ans

7. Quelles étaient vos principales motivations pour immigrer dans cette région ?

Recherche d'opportunités économiques Études Regroupement familial

Fuir des conflits Autre (préciser) : _____

PARTIE 3 : EXPÉRIENCE D'IMMIGRATION

8. Pouvez-vous décrire brièvement votre expérience en tant qu'immigrant dans la région de Dakar/Ziguinchor/Kédougou en termes de travail, d'intégration et de vie sociale ?

- Quel était votre emploi ou votre domaine d'activité ?
- Comment avez-vous été accueilli(e) dans la communauté locale ?
- Avez-vous rencontré des difficultés d'adaptation ?

9. Quelles compétences ou expériences avez-vous apportées avec vous en immigrant dans cette région ?

PARTIE 4 : MOTIVATIONS ET ATTENTES EN TANT QU'IMMIGRANT

10. Quelles sont vos principales motivations pour immigrer dans cette région ?

- Opportunités économiques Accès à l'éducation Regroupement familial
 Conditions de vie meilleures Autre (préciser) :

11. Comment évaluez-vous les opportunités économiques dans la région de Dakar/Ziguinchor/Kédougou par rapport à votre pays d'origine ?

- Meilleures Similaires Moins bonnes

12. Quelles sont vos attentes par rapport à votre expérience d'immigration en termes d'emploi, de qualité de vie et d'intégration ?

PARTIE 5 : INTÉGRATION ET ADAPTATION

13. Comment évaluez-vous votre processus d'intégration dans la société locale depuis votre arrivée dans cette région ?

- Très bien intégré Partiellement intégré Pas du tout intégré

14. Avez-vous eu des opportunités de rencontrer et d'interagir avec la population locale ?

- Oui Non

15. Avez-vous rencontré des difficultés d'accès aux services de base tels que l'éducation, la santé et le logement ?

- Oui Non

16. Avez-vous ressenti une discrimination ou une exclusion en tant qu'immigrant dans cette région ?

- Oui Non

PARTIE 6 : PERCEPTIONS ET OPINIONS SUR L'IMMIGRATION

17. Comment percevez-vous la contribution des immigrants au développement économique et social de la région de Dakar/Ziguinchor/Kédougou ?

- Très positive Positive Neutre Négative Très négative

18. Comment évaluez-vous les mesures mises en place pour faciliter l'intégration des immigrants dans cette région ?

- Efficaces Peu efficaces Pas du tout efficaces

PARTIE 7 : ATTENTES ET PERSPECTIVES

19. Quelles sont vos attentes par rapport aux politiques et aux initiatives de soutien aux immigrants dans la région ?

- Programmes d'intégration
- Aide à la recherche d'emploi
- Accès à l'éducation
- Reconnaissance des qualifications étrangères
- Autre (préciser) : _____

20. Avez-vous l'intention de rester dans la région de Dakar/Ziguinchor/Kédougou à long terme ?

- Oui Non

PARTIE 8 : RÉFLEXION PERSONNELLE

21. Quels sont les aspects positifs que vous reprenez de votre expérience en tant qu'immigrant dans cette région ?

22. Quels sont les défis majeurs que vous avez rencontrés en tant qu'immigrant dans cette région ?

PARTIE 9 : CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

23. Avez-vous des suggestions ou des recommandations pour améliorer la situation des immigrants dans la région de Dakar/Ziguinchor/Kédougou ?

PARTIE 10 : CONSENTEMENT

Je consens à participer à cette étude et à ce que mes réponses soient utilisées à des fins de recherche.

Signature (si applicable) :

Date :

Merci d'avoir pris le temps de remplir ce questionnaire. Vos réponses sont précieuses pour notre étude sur la migration dans les régions de Dakar, Ziguinchor et Kédougou.

Questionnaire pour les Migrants Internes

PARTIE 1 : INFORMATIONS GÉNÉRALES

1. Votre nom (facultatif) :

2. Votre âge :

3. Votre nationalité :

4. Votre sexe : Masculin Féminin Autre

PARTIE 2 : CONTEXTE DE MIGRATION

5. Dans quelle région/commune résidiez-vous avant de migrer vers cette nouvelle région/commune ?

6. Depuis combien de temps êtes-vous dans cette nouvelle région/commune ?

Moins d'un an 1 à 3 ans Plus de 3 ans

PARTIE 3 : MOTIVATIONS ET EXPÉRIENCES DE MIGRATION

7. Quelles étaient vos principales motivations pour migrer vers cette nouvelle région/commune ?

Recherche d'emploi Regroupement familial Études
 Fuir des conflits Amélioration des conditions de vie Autre (préciser) : _____

8. Comment avez-vous pris la décision de migrer ?

Choix personnel Recommandation de la famille/amis Opportunité professionnelle
 Autre (préciser) : _____

9. Quelle était votre situation économique et sociale dans votre région/commune d'origine avant la migration ?

Précaire Moyenne Stable

10. Quels types d'opportunités ou d'emplois recherchez-vous en migrant vers cette nouvelle région/commune ?

Emploi salarié Entrepreneurat Formation professionnelle
 Autre (préciser) : _____

11. Pouvez-vous partager vos expériences et les principaux défis rencontrés pendant votre migration jusqu'à présent ?

Difficultés d'adaptation Problèmes de logement Barrière linguistique
 Accès limité aux services Discrimination Autre (préciser) : _____

12. Avez-vous reçu un soutien de votre famille ou de vos proches pendant votre migration ?

- Oui Non

13. Quelles sont vos principales sources d'information sur les opportunités dans cette nouvelle région/commune ?

- Amis/famille Médias (télévision, radio, journaux) Internet/réseaux sociaux
 Organisations locales Autre (préciser) : _____

14. Quel était votre niveau d'éducation avant la migration ?

- Pas d'éducation formelle Primaire Secondaire Supérieur

15. Avez-vous suivi une formation ou acquis de nouvelles compétences depuis votre migration ?

- Oui Non

PARTIE 4 : INTÉGRATION ET ADAPTATION

16. Comment évaluez-vous votre processus d'intégration dans la société locale depuis votre arrivée dans cette nouvelle région/commune ?

- Très bien intégré Partiellement intégré Pas du tout intégré

17. Avez-vous eu des opportunités de rencontrer et d'interagir avec la population locale ?

- Oui Non

18. Avez-vous rencontré des difficultés d'accès aux services de base tels que l'éducation, la santé et le logement ?

- Oui Non

19. Avez-vous ressenti une discrimination ou une exclusion en raison de votre statut de migrant interne ?

- Oui Non

20. Avez-vous participé à des activités ou des événements locaux depuis votre arrivée dans cette nouvelle région/commune ?

- Oui Non

PARTIE 5 : BESOINS ET ATTENTES EN TANT QUE MIGRANT INTERNE

21. Quels sont les principaux besoins que vous avez identifiés depuis votre arrivée dans cette nouvelle région/commune ?

- Accès à l'emploi Services de santé Éducation
 Logement Soutien juridique
 Autre (préciser) : _____

22. Comment évaluez-vous les opportunités d'emploi et les perspectives économiques pour les migrants internes dans cette nouvelle région/commune ?

- Très bonnes Acceptables Limitées

23. Quelles ressources ou services vous manquent le plus en tant que migrant interne ?

- Accès aux soins de santé Formation professionnelle Soutien psychosocial
 Réseau social Autre (préciser) : _____

24. Avez-vous reçu des informations ou une orientation sur les services disponibles pour les migrants internes dans cette région/commune ?

- Oui Non

25. Avez-vous des dépendants (enfants, personnes âgées) qui ont également migré avec vous ?

- Oui Non

PARTIE 6 : PERCEPTIONS ET OPINIONS SUR LA MIGRATION INTERNE

26. Comment percevez-vous la contribution des migrants internes au développement économique et social de cette région/commune ?

- Très positive Positive Neutre Négative Très négative

27. Comment évaluez-vous les mesures mises en place pour faciliter l'intégration des migrants internes dans cette nouvelle région/commune ?

- Efficaces Peu efficaces Pas du tout efficaces

PARTIE 7 : ATTENTES ET PERSPECTIVES

28. Quelles sont vos attentes par rapport aux politiques et aux initiatives de gestion de la migration interne dans la région/commune ?

- Amélioration de l'accès aux services
 Protection des droits des migrants internes
 Intégration économique
 Sensibilisation à la diversité culturelle
 Autre (préciser) : _____

29. Avez-vous l'intention de rester dans cette nouvelle région/commune à long terme ?

- Oui Non

PARTIE 8 : RÉFLEXION PERSONNELLE

30. Quels sont les aspects positifs que vous retenir de votre expérience en tant que migrant interne dans cette nouvelle région/commune ?

31. Quels sont les défis majeurs que vous avez encore à surmonter en tant que migrant interne dans cette nouvelle région/commune ?

PARTIE 9 : CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

32. Avez-vous des suggestions ou des recommandations pour améliorer la situation des migrants internes dans cette région/commune ?

PARTIE 10 : CONSENTEMENT

Je consens à participer à cette étude et à ce que mes réponses soient utilisées à des fins de recherche.

Signature (si applicable) :

Date :

Merci d'avoir pris le temps de remplir ce questionnaire. Vos réponses sont précieuses pour notre étude sur la migration dans les régions de Dakar, Ziguinchor et Kédougou.

Questionnaire pour les personnes déplacées Internes

INTRODUCTION

Cher(e) Participant(e),

Nous conduisons une étude pour mieux comprendre les expériences, les défis et les besoins des personnes déplacées internes dans les régions de Dakar, Ziguinchor et Kédougou. Votre participation est essentielle pour nous aider à obtenir des informations précieuses. Veuillez noter que toutes vos réponses resteront confidentielles et anonymes. Merci de consacrer du temps à répondre à ces questions.

PARTIE 1 : INFORMATIONS GÉNÉRALES

1. Votre nom (facultatif) :

2. Votre âge :

3. Votre sexe :

Masculin

Féminin

Autre

PARTIE 2 : CONTEXTE DE DÉPLACEMENT

4. De quelle région étiez-vous originaire avant d'être déplacé(e) et dans quelle région de Dakar/Ziguinchor/Kédougou résidez-vous actuellement ?

Région d'origine : _____

Région de résidence actuelle : _____

5. Depuis combien de temps êtes-vous déplacé(e) dans cette région ?

Moins de 6 mois

6 mois à 1 an

1 à 3 ans

Plus de 3 ans

6. Quelle était votre situation avant d'être déplacé(e) ? (statut professionnel, familial, etc.)

PARTIE 3 : EXPÉRIENCE DE DÉPLACEMENT

7. Pouvez-vous partager brièvement votre expérience en tant que personne déplacée interne dans la région de Dakar/Ziguinchor/Kédougou ? Comment avez-vous vécu ce déplacement et quelles ont été vos principales préoccupations ?

8. Quels sont les principaux défis auxquels vous avez été confronté(e) en tant que personne déplacée dans cette région ? (sécurité, accès aux services, emploi, etc.)

PARTIE 4 : SOUTIEN ET BESOINS

9. Avez-vous bénéficié de l'assistance humanitaire depuis votre déplacement ?

Oui Non

10. Comment évaluez-vous le niveau de soutien de la communauté locale envers les personnes déplacées ?

Très favorable Favorable Neutre Défavorable Très défavorable

11. Quels sont vos principaux besoins en tant que personne déplacée dans cette région ?

Sécurité Logement Nourriture

Soins médicaux Éducation Emploi

Autre (préciser) : _____

PARTIE 5 : PERSPECTIVES ET AVENIR

12. Comment envisagez-vous votre avenir en tant que personne déplacée dans cette région ?

Retourner dans votre région d'origine dès que possible

S'intégrer durablement dans la nouvelle région

Autre (préciser) : _____

13. Quelles sont vos attentes concernant les politiques et les initiatives de soutien aux personnes déplacées dans cette région ?

14. Avez-vous des suggestions pour améliorer la gestion de la situation des personnes déplacées dans les régions de Dakar, Ziguinchor et Kédougou ?

PARTIE 6 : CONTRIBUTIONS ET RESSOURCES

15. Avez-vous participé activement à des activités ou projets au sein de la communauté locale depuis votre déplacement ?

Oui

Non

16. Si oui, pouvez-vous donner des exemples d'activités auxquelles vous avez participé et de quelle manière vous avez contribué ?

PARTIE 7 : CONCLUSION

Nous vous remercions chaleureusement d'avoir partagé vos expériences et vos perspectives en tant que personne déplacée interne dans les régions de Dakar, Ziguinchor et Kédougou. Vos réponses sont cruciales pour éclairer notre compréhension de la situation et des besoins des personnes déplacées, et pour guider les actions futures visant à améliorer leur bien-être.

Votre contribution est extrêmement précieuse.

Guide d'Entretien pour les Agences de Développement

INTRODUCTION

- › Présentez-vous et expliquez brièvement le but de l'entretien.
- › Rassurez l'interviewé que toutes les réponses seront confidentielles et utilisées uniquement à des fins de recherche.

PARTIE 1 : PRÉSENTATION DE L'AGENCE DE DÉVELOPPEMENT

1. Pouvez-vous décrire brièvement le mandat et les domaines d'intervention de votre agence de développement dans la région de Dakar/Ziguinchor/Kédougou ?

2. Quels sont les principaux objectifs de votre agence en relation avec la gestion de la migration dans ces régions ?

PARTIE 2 : CONTRIBUTION À LA GESTION DE LA MIGRATION

3. Comment votre agence de développement collabore-t-elle avec les autorités locales, les organisations internationales, les ONG et d'autres acteurs pour soutenir la gestion de la migration dans la région ?

4. Quels sont les projets ou programmes en cours visant à promouvoir l'intégration des migrants et à renforcer la gestion de la migration ?

PARTIE 3 : PROJETS ET INITIATIVES

5. Pouvez-vous fournir des exemples concrets de projets réussis que votre agence a mis en œuvre pour améliorer la situation des migrants dans la région ?

6. Comment évaluez-vous l'impact de ces projets sur la vie des migrants et des communautés locales ?

PARTIE 4 : INTÉGRATION ET RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

7. Comment votre agence de développement contribue-t-elle à l'intégration économique et sociale des migrants dans la région ?

8. Quelles mesures avez-vous prises pour renforcer les capacités des acteurs locaux et des communautés afin de mieux gérer la migration ?

PARTIE 5 : DÉFIS ET OPPORTUNITÉS DE LA MIGRATION

9. Selon votre expérience, quels sont les principaux défis auxquels sont confrontés les migrants et les autorités locales dans la région en matière de gestion de la migration ?

10. Comment votre agence saisit-elle les opportunités offertes par la migration pour le développement durable et la croissance économique de la région ?

PARTIE 6 : SENSIBILISATION ET MOBILISATION SOCIALE

11. Comment votre agence sensibilise-t-elle les migrants, la population locale et les parties prenantes aux enjeux de la migration et aux droits des migrants ?

12. Quelles stratégies utilisez-vous pour mobiliser les communautés locales en faveur de l'intégration et de la coexistence harmonieuse ?

PARTIE 7 : COLLABORATION ET PARTENARIATS

13. Comment collaborez-vous avec les autorités locales, les organisations internationales, les ONG et d'autres partenaires pour maximiser l'efficacité de vos actions en matière de gestion de la migration ?

14. Pouvez-vous partager des exemples de partenariats réussis et des synergies entre acteurs ?

PARTIE 8 : VISION POUR L'AVENIR

15. Quelles sont les perspectives de votre agence concernant l'avenir de la migration dans la région de Dakar/Ziguinchor/Kédougou ?

16. Avez-vous des plans ou des initiatives futures pour continuer à soutenir la gestion de la migration et l'intégration des migrants ?

PARTIE 9 : RECOMMANDATIONS ET CONCLUSION

17. Avez-vous des recommandations pour améliorer la coordination entre les agences de développement, les autorités locales et d'autres acteurs impliqués dans la gestion de la migration ?

18. Y a-t-il d'autres points que vous souhaitez aborder concernant le rôle de votre agence dans la région ?

REMERCIEMENTS ET CONCLUSION

- › Remerciez l'interviewé pour sa participation et son temps.
- › Assurez-vous que l'interviewé n'a pas d'autres points à ajouter.
- › Terminez l'entretien en réitérant la confidentialité des réponses.

SIGNATURE

Signature de l'interviewé :

Date :

Merci d'avoir pris le temps de participer à cet entretien. Vos perspectives sont inestimables pour notre étude sur la migration dans les régions de Dakar, Ziguinchor et Kédougou.

Centre Africain d'Appui au Leadership, aux Droits Humains et à l'Innovation Sociale (CALDHIS)

Initié par l'association Alliance pour la Culture, l'Enfance, la Femme et l'Environnement (ACEFE), le Centre Africain d'Appui au Leadership, aux Droits Humains et à l'Innovation Sociale (CALDHIS) promeut le leadership pour favoriser la prise de conscience nécessaire au développement des processus transformationnels au niveau individuel et collectif.

Il vise à promouvoir le progrès social par le renforcement des capacités des populations rurales et urbaines du monde surtout celles qui sont confrontées à des blocages structurels qui freinent leur épanouissement. Notamment les femmes et les jeunes d'Afrique, des banlieues et des villages à travers le monde.

Il s'agit de leur permettre de comprendre et de maîtriser les concepts et les outils liés du leadership comportemental, la stratégie organisationnelle et la conscience de groupe afin de stimuler les leviers d'action par le développement personnel et le renforcement des compétences.

La vocation du centre est de parvenir à former des leaders africains capables de saisir les enjeux et de comprendre la géopolitique du monde actuel, tout en s'appuyant sur les valeurs et les réalités endogènes. Ceci, afin de pouvoir s'affirmer et de jouer un rôle déterminant dans la marche actuelle du continent africain et du monde.

Nous disposons d'une équipe pluridisciplinaire, engagée et convaincue, avec des représentants dans toutes les régions du Sénégal et des autres pays d'Afrique. Les membres de l'équipe capitalisent plus d'une quinzaine d'années d'expériences sur les questions couvertes par le CALDHIS.

Pour plus d'informations, nous vous invitons de visiter notre site web : www.caldhis.org

El Hadji Saidou Nourou DIA
Directeur Exécutif

La Fondation Konrad Adenauer au Sénégal

La Fondation Konrad Adenauer (FKA) porte le nom du premier chancelier de la République fédérale d'Allemagne. Elle œuvre pour la promotion de la démocratie, de la justice et de l'État de droit, de la liberté, de l'égalité, de la paix et de la sécurité. Elle est présente dans 120 pays à travers le monde, avec 19 bureaux en Afrique.

La Fondation a commencé ses activités au Sénégal en 1976 avec les objectifs suivants : décentralisation, éducation civique, dialogue entre société civile et institutions, dialogue interreligieux et interculturel, renforcement des médias, promotion du secteur économique privé, dialogue entre le secteur économique privé et le monde politique, prévention et gestion de conflits, promotion de la femme.

Dans le contexte de l'appui à la décentralisation, son objectif est la promotion de la bonne gouvernance dans les collectivités territoriales. Par le biais de formations et de publications, FKA aide les élus et les responsables de la société civile à bien mener les tâches assignées par les pouvoirs publics et le peuple.

« Nous renforçons les organisations de la société civile qui contribuent au développement de la démocratie et de l'esprit citoyen des populations. Dans nos séminaires, formations, conférences, simulations parlementaires, débats et émissions radiophoniques, nous traitons des thèmes d'actualité et des problèmes brûlants comme, par exemple, les élections ou la problématique de l'émigration clandestine », explique une plaquette de la fondation.

En coopération avec les médias en tant que vecteurs des idéaux de la démocratie, la FKA met en place des formations pour journalistes, des concours et des publications comme, par exemple, Les Cahiers de l'Alternance. *« Nous soutenons des institutions élues en organisant des renforcements de capacité avec l'Assemblée nationale et d'autres institutions nationales »,* précise la plaquette.

Elle poursuit : *« Nous œuvrons pour la promotion du secteur économique privé. Nous renforçons le modèle d'économie de marché d'orientation sociale par le biais de formations pour entrepreneurs, cadres et employés d'entreprises, des études du paysage économique et des publications. De plus, nous approfondissons le dialogue entre le secteur privé et le monde politique ».*

La FKA soutient la promotion de la femme dans les secteurs politique, social et économique et appuie les femmes dans l'accès aux postes de décision. Et dans le cadre de la promotion des élites intellectuelles, la Fondation coopère avec les universités. Elle offre des bourses d'excellence à des étudiants engagés dans la société et accompagne des jeunes académiciens dans leur développement personnel.

Mentions légales

Réalisé par

CALDHIS
Centre Africain d'Appui au Leadership,
aux Droits Humains et à l'Innovation Sociale
Km 16 route de Rufisque
Lansar, Diamaguène N°05 et 06
Sénégal

www.caldhis.org

Publié par

Konrad-Adenauer-Stiftung e. V.
Almadies Zone 9 Face groupe
Scolaire Pointe des Almadies – Dakar
BP 5740 Dakar – Fann, Sénégal

www.kas.de/Senegal

Octobre 2023

Toute partie de cette publication est protégée sous copyright. Toute reproduction sous forme de copiage, traduction, microfilm ou électronique sans autorisation de la Konrad-Adenauer-Stiftung e. V. est strictement interdite.

© 2023, Konrad-Adenauer-Stiftung e. V.

Équipe de recherche

El Hadji Saidou Nourou DIA
Coordonnateur principal

El Hadji Abdoul Karim CISSE
Chef d'équipe

Théodore NDIAYE
Spécialiste migration, économie sociale et solidaire

Cheikh Mbacké SENE
Responsable Gestion des données

Aminata SOUMARE
Enquêtrice

Bakary BATHILY
Enquêteur

Ndéye Astou DIOUF
Enquêtrice

Équipe Fondation Konrad Adenauer

Caroline HAUPTMANN
Représentante Résidente Sénégal Gambie

Fatoumata GUÈYE
Chargée de programmes

Rokhaya NDIAYE
Assistante de projets Migration

Conception graphique

Green Eyez Design SARL
www.greeneyzdesign.com



Konrad-Adenauer-Stiftung e. V.

Almadies - Zone 9
En face du groupe scolaire
« La Pointe des Almadies »
BP 5740 Dakar - Fann
Dakar, Sénégal

Tél. : +221 33 869 77 78
Email : buero.dakar@kas.de
www.kas.de/Senegal



CALDHIS

CALDHIS

Centre Africain d'Appui au Leadership,
aux Droits Humains et à l'Innovation Sociale
Km 16 route de Rufisque
Lansar, Diamaguène N°05 et 06
Sénégal

Tél. : +221 33 834 09 05
Email : caldhis@caldhis.org
www.caldhis.org
